

ALBAYANE

Jeudi 12 novembre 2020

N°13877

Prix : 4 DH - 1 Euro

Bilan bimensuel de la Covid-19 au Maroc

Le taux de reproduction du virus atteint 1,22

Le taux de reproduction de la Covid-19 a atteint 1,22 au niveau national, a indiqué mardi le coordonnateur du Centre national des opérations d'urgence de santé publique au ministère de la Santé, Mouad Mrabet.

Dans sa présentation du bilan bimensuel relatif à la situation épidémiologique, M. Mrabet a souligné que le développement du taux de reproduction s'explique par l'augmentation significative du nombre des cas contaminés par la Covid-19 au niveau national, "puisque nous enregistrons chaque jour des chiffres records, notamment 259.951 cas positifs à la Covid-19 jusqu'au lundi 9 novembre, avec un taux d'incidence cumulé de 715.8/100.000 habitants", a-t-il dit.

P. 3

Communiqué du BP du PPS du 10 novembre 2020

Intégrité territoriale : Des développements positifs grâce à la force tranquille de notre pays

● Stratégie de vaccination contre le Covid-19 : Des lueurs d'espoir pour vaincre la pandémie

● Le PPS appelle à la prudence et au développement des capacités de notre système sanitaire

● ... condamne l'exploitation abusive par certaines cliniques privées des malades

● ... regrette que les dispositions du PLF 2021 soient en déphasage avec ses grandes orientations

● Vie interne du parti : appel aux structures du parti à poursuivre leur dynamique

P. 2

Cisjordanie : Funérailles émouvantes de Saëb Erakat

L'adieu de la Palestine à son négociateur en chef



P. 7

Enseignement

Plus de 140.000 élèves du privé ont basculé vers le public

Un total de 140.250 élèves ont quitté les établissements scolaires privés pour ceux du public au titre de l'année scolaire 2020-2021, contre 52.000 l'année précédente, a indiqué lundi à Rabat le ministre de l'Education nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Saâd Amzazi.

P. 4

Vaccination anti-Covid-19

« 10 millions de doses pour la première étape »



■ Propos recueillis par Oumaima Berguig (MAP)

Quelque 10 millions de doses du vaccin anti-Covid-19 seront disponibles au Maroc, dans une première étape, a indiqué mardi le directeur du laboratoire de biotechnologie de la faculté de médecine et de pharmacie de Rabat, Azeddine Ibrahim.

Dans une déclaration à la MAP, M. Ibrahim a souligné que la campagne de vaccination anti-Covid-19 cible en premier le personnel de la santé, de la sû-

reté nationale et des autorités locales, car ils sont en première ligne de lutte contre la pandémie, alors que la deuxième phase vise les personnes qui ont un certain âge et qui ont des pathologies ou des maladies chroniques.

"Tout cela dans un souci bien précis, parce que nous aurons un nombre réduit de doses au départ, à peu près 10 millions de doses et on va essayer de le faire, selon les priorités. C'est quelque chose d'essentiel qui va ouvrir la voie par la suite à avoir le vaccin", a-t-il expliqué.

P. 3

En attendant un vaccin

Covid-19: Les Etats-Unis enregistrent de nouveaux records

En attendant l'arrivée d'un vaccin espéré d'ici la fin de l'année, les Etats-Unis battent record sur record du nombre d'infections au coronavirus et un nombre grandissant de pays se reconfont, telle la Hongrie mercredi. Ayant récemment franchi la barre des 10 millions de cas de

Covid-19, la première puissance économique mondiale a comptabilisé 201.961 cas en 24H, selon le comptage mardi à 20H30 (01H30 GMT mercredi) de Johns Hopkins, un chiffre en partie gonflé par des remontées de données du week-end.

P. 12

Entretien avec Mariem Azizi L'amour de la musique et le besoin de dialoguer avec les philosophes

■ Par Noureddine Mhakkak

Universitaire spécialisée en sciences du langage et chroniqueuse musique au sein de Qantara, magazine de l'Institut du Monde arabe de Paris, Mariem Azizi s'est consacrée depuis l'âge de 11 ans à l'apprentissage de la musique arabe classique et andalouse au lycée pilote des arts et au conservatoire de Tunis.

P. 13

Nouvelle publication

Parcours et réalisations de l'IRCAM

L'Institut royal de la culture amazighe (IRCAM) a publié récemment un beau livre intitulé "L'Institut royal de la culture amazighe : parcours et réalisations", édité en langues arabe et amazighe. Cette nouvelle publication

met en évidence le rôle de l'IRCAM en matière de valorisation et de rayonnement de la langue et de la culture amazighe, deux composantes fondamentales de l'identité nationale, indique, mardi, un communiqué de l'IRCAM.

P. 14

Tribune libre

Le mal est politique

Autrement dit



par Mustapha Labraimi

La pandémie du covid19 impose à tous une action de consolidation de l'existant. L'Etat par sa puissance régalienne, d'où la majuscule, dirige les plans de relance de l'activité économique mise en inertie lors du confinement généralisé. Par l'intermédiaire des dispositions de l'urgence sanitaire renouvelées, l'Etat juggle autant qu'il se peut de le faire, l'expansion du coronavirus.

La crise sanitaire reste sous le contrôle même si, comme pour tous les autres secteurs de l'activité, des difficultés et des dysfonctionnements sont remarqués. Ils sont plus patents car tout le système sanitaire national est mis à nu devant l'urgence. La Santé est alitée. Son secteur public est depuis longtemps essoufflé et le restera ; il remplira la tâche qui lui est dévolue dans le contexte actuel. A la fois salle d'attente, mur des lamentations et hôpital sans hospitalité. Le secteur privé est beaucoup plus attaché au profit, à la transgression de la loi et à la facturation abusive. Bien sûr ; dans ce domaine il y a des exceptions ; il y a des femmes et des hommes qui tiennent la dragée haute au covid19 aux dépens de leur santé et parfois de leur vie. Comme il y a des structures sanitaires qui fonctionnent au mieux et préservent au mieux la santé de nos compatriotes.

Le cas des écoles, et du système de l'éducation et de la formation dans son ensemble, vacille entre le présentiel et le distanciel, la fermeture temporaire des établissements et un emploi du temps hebdomadaire partagé. La feuille de vigne qui cache la crise profonde du système ne peut que tomber au fil du temps !

Les autres secteurs de l'activité sont en régression notable. Selon la gravité de l'impact subi, leur gestion est menée dans la morosité, voire une méfiance dans l'avenir proche.

Il reste que sans état d'âmes, l'Etat assume selon les choix déjà déterminés auparavant dans le cadre de « l'ouverture imposée et

subie ». Le déficit budgétaire va plonger encore vers la dégradation, et la dette va s'amplifier. Cela obère l'initiation d'une politique sociale d'envergure pour colmater les brèches béantes dans ce domaine. La disparition des aides directes aux ménages et les conséquences induites par la sécheresse se répercuteront sur le tissu social en augmentant la précarité et la pauvreté d'une grande partie de la population. Ainsi en est-il, ainsi en sera-t-il, faute de rupture avec des options socio-économiques dont l'échec est reconnu à des degrés divers. A court terme, il est évident que le « nouveau modèle de développement » en gestation ne peut se suffire de replâtrages, en tout moments fissurés, et devra préconiser une REFORME basée, d'une part, sur la mise en valeur de l'élément humain et sa préparation à comprendre et à agir dans la responsabilité et la

rationalité ; et d'autre part, sur le développement des capacités intrinsèques de notre beau pays à dépasser les contraintes du sous-développement pour prendre la voie de l'émergence.

D'ici à ce que les choses se précisent et deviennent réalités, les débats se multiplient, surtout en dehors des médias institutionnels et dans l'absence des responsables gouvernementaux. Parfois savants et tournant autour d'une question pointue ; parfois populistes, grincheux et pompeux, ils cherchent à trouver une ou des solutions à qui veut les entendre.

Il s'avère ainsi que notre beau pays a besoin d'une communication où le débat est contradictoire, pédagogique et argumenté. Non ces soliloques à tour de rôle, pour répondre à une question dédiée, mais un échange interactif dans le respect et la clarification des options de chaque partie intervenante. Nos compatriotes ont le droit de savoir. Ils ont le droit de comprendre le pourquoi des choix et ses conséquences. Si rien ne se perd dans le paysage médiatique, tout peut se transformer, et cette mutation biaise l'information. La mise en œuvre d'une communication où les acteurs et les partenaires de la vie politique et socio-économique se font entendre clairement et franchement ne peut que consolider la cohésion sociale et le processus démocratique. Elle permettra une clarification sur les projets et dissipera les malentendus qui font le lit de la méfiance avec les organisations politiques et les institutions. Elle permettra l'acquisition d'une culture du débat démocratique dans notre société et non des speeches qui se répètent à l'identique.

Au fait, notre mal politique aggrave la crise consécutive à la pandémie tant que le smog, qui couvre le champ politique, laisse la société, déjà dans la confusion, vivre de la rumeur et du sous-entendu.

Communiqué du BP du PPS du 10 novembre 2020

Intégrité territoriale : des développements positifs grâce à la force tranquille de notre pays

Lors de sa réunion périodique à distance du mardi 10 novembre 2020, le bureau politique a examiné les développements de la cause de notre intégrité territoriale. Il s'est félicité de la teneur du discours royal à l'occasion de l'anniversaire de la Marche Verte, considérant qu'il s'agit d'un discours de la confirmation des constances et de l'orientation vers l'avenir, qui incarne la force tranquille de notre pays, convaincu de la justesse de ses positions, sans dévier des fondamentaux de son approche à l'égard de ce problème artificiel.

Tout en soulignant que l'initiative d'autonomie est l'option unique pour la résolution de ce différend artificiel, le bureau politique enregistre avec satisfaction la dernière résolution du Conseil de sécurité fondées sur la logique de la solution politique réaliste et du compromis, que les parties prenantes, et plus précisément l'Algérie, doivent adopter à travers la nécessité d'interagir sérieusement avec l'approche crédible proposée par le Maroc. Dans ce sens, il exprime sa fierté à l'égard de l'augmentation du nombre des pays qui soutiennent la position du Maroc et qui ont retiré leur reconnaissance de la fantomatique république. Il se félicite aussi de l'approche constructive adoptée par l'Union Africaine à l'égard de ce différend artificiel, soulignant que ce changement positif est le fruit naturel de la récupération par notre pays de sa place privilégiée au sein de sa maison africaine.

Dans le même ordre d'idées, le bureau politique s'est félicité de l'orientation de notre pays vers une attitude de fermeté vis-à-vis des provocations et des manœuvres vaines et condamnables des adversaires de notre intégrité territoriale. Il salue dans le même temps le comportement responsable et pondéré de notre pays, refusant toute réaction violente vis-à-vis des dépassements des adversaires de notre intégrité territoriale. Il apprécie hautement, de surcroît, l'orientation de notre pays vers davantage de développement de nos provinces du sud, à travers la volonté de mettre en valeur des capacités économiques de leur façade atlantique, en tant qu'espace de complémentarité économique et de rayonnement continental et international. Ceci devrait bénéficier économiquement et socialement à notre pays en général et aux citoyennes et citoyens dans le Sud du Royaume en particulier.

le bureau politique se félicite hautement des lueurs d'espoir pour vaincre la pandémie le bureau politique se félicite hautement de la

réunion présidée par Sa Majesté le Roi, lundi 9 novembre 2020, autour de la stratégie de vaccination contre le Covid-19. D'un autre côté, le bureau politique se félicite hautement de la réunion présidée par Sa Majesté le Roi, lundi 9 novembre 2020, autour de la stratégie de vaccination contre le Covid-19. Il prend note avec fierté des bonnes nouvelles apportées par cette importante réunion et de l'effet positif grandiose de ses décisions, compte tenu de l'espoir et de la quiétude qu'elles ont semés dans les esprits de l'ensemble du peuple marocain et compte tenu également de larges perspectives qu'elle a ouvertes devant la possibilité pour notre pays de vaincre la pandémie et pour retourner normal de l'existence dans toutes ses manifestations.

Nécessité de continuer d'être prudent et d'accroître les capacités de notre système sanitaire. Dans ce cadre, le bureau politique appelle à davantage de prudence et d'observation des conditions sanitaires pour stopper la propagation rapide de la pandémie. Il salue chaleureusement les femmes et les hommes de la santé pour leurs sacrifices énormes et appelle le gouvernement à soutenir davantage les capacités de la santé publique pour pouvoir prendre en charge tous les malades. Il appelle de même à déployer davantage d'efforts pour augmenter le nombre des dépistages des cas de contaminations au Covid-19 dans les différentes régions de notre pays. Condamnation de l'exploitation abusive par certaines cliniques privées des malades et des malheurs des gens.

Tout en enregistrant la transformation totale ou partielle d'un certain nombre d'établissements de santé privés en des espaces de prise en charge des malades atteints du Covid-19, le bureau politique demande au ministère de la Santé d'assumer ses responsabilités entières en matière de supervision, d'encadrement et de contrôle obligatoires à ce sujet. Des pratiques inadmissibles ont été en effet enregistrées de la part de certaines cliniques privées qui s'adonnent à une exploitation lucrative abusive et outrancière des malheurs des gens et des malades atteints du coronavirus et de leurs familles.

Un gouvernement qui rate son rendez-vous avec le moment historique devant la situation économique et sociale difficile. Par ailleurs, le bureau politique a examiné la situation économique et sociale difficile dans notre pays et les défis qui nous atten-

dent sur tous les plans. Il a exprimé de nouveau sa déception, à l'instar des différents milieux de la société, à l'égard de l'incapacité manifeste du gouvernement à apporter les réponses attendues à cette situation.

Tout en approuvant les grandes orientations du Projet de Loi de Finances 2021, le Parti du Progrès et du Socialisme considère par contre que les dispositions qu'il contient ne traduisent pas ces orientations et ne correspondent pas au volume des attentes. Le gouvernement devait élaborer une vision claire et contractuelle et présenter un plan précis et concis en ce qui concerne les objectifs et les moyens, le financement, les échéances et les secteurs. Mais il a raté encore une fois le rendez-vous avec ce moment historique précis et a manqué d'initiative et d'audace politiques. Il persiste à ignorer le dialogue, entre-autre, avec les partenaires sociaux et politiques au sujet des questions principales, à l'instar de la finalisation des moyens de généralisation de la couverture sociale et d'identification des moyens de sa mise en œuvre.

Dans ce cadre, le bureau politique a rendu hommage aux parlementaires du parti pour les amendements importants qu'ils présentent et défendent dans un engagement militant au cours de la phase de discussion du dit PLF et ce dans la perspective de réduire les insuffisances de l'offre gouvernementale. Vie interne du parti : appel aux structures pour poursuivre leur dynamique et diversifier les modalités d'organisation de leurs réunions.

A l'issue de l'évaluation de la situation générale dans les différentes structures du parti, le bureau politique a approuvé un certain nombre de mesures pour interagir comme il se doit avec les échéances politiques actuelles et à venir. A ce propos, il appelle l'ensemble de ces structures à poursuivre les réunions, les rencontres et les conférences, tout en s'ouvrant fortement sur les différentes capacités désireuses de rejoindre les rangs du parti et en adaptant les modalités d'organisation de ces manifestations avec les conditions sanitaires actuelles (à distance, semi-présentiel, représentatif, utilisation des moyens de communication moderne...).

Le but recherché est d'élever le degré de mobilisation, de préserver le capital de rayonnement, de créer les conditions de succès du parti dans les différents défis qu'il doit relever à l'avenir et de transformer son rayonnement en présence électorale et institutionnelle de poids.



Saoudi El Amalki

A vrai dire

Des cliniques dévoratrices !

Durant cette période de pandémie et en particulier, ces derniers temps où elle se développe en crescendo, on déplorera le comportement vorace de certaines cliniques privées qui sans scrupule, arnaquent les patients, à travers des abus tarifaires hallucinants. En fait, au moment où on ne cesse de faire montre de solidarité et de civisme pour l'allègement des effets de la crise qui s'abat sur les atteints et les démunis, ces « prédateurs » s'ingénient à soutirer des sommes d'argent, de manière fort exagérée. A croire les livraisons des réseaux sociaux à ce propos, rapportant des actes intolérables, on ne peut que condamner les conduites de certaines cliniques. Bien évidemment, on ne saurait mettre ces établissements de santé dans le même panier, puisque d'autres sont en phase des exigences déontologiques. Mais il est frappant de constater que la voracité ait gagné une bonne partie de ces cliniques pour le moins qu'on puisse qualifier d'inciviques. D'autant plus qu'elles profitent de l'état de panique et de désarroi dans lequel s'ébattent les malades souffrant de coronavirus pour les contraindre à régler en liquide des factures exorbitantes. Tout en sachant que le système sanitaire public est en phase de saturation, au vu de la recrudescence du Covid-19, dans bien des cas, ces « rapaces », se paient le luxe de gonfler, sans vergogne, leurs honoraires et, parfois même, exigent leur « dû » abusif, aux familles de façon inhumaine, quoique le patient à leur charge, ait déjà rendu l'âme dans leurs locaux. On ne comprendra pas pourquoi ces cliniques privées sont les seules à ne pas s'associer dans l'effort patriotique solidaire auquel prennent part nombre de secteurs, en ce temps de crise sanitaire. Il s'avère donc insensé de continuer à passer sous silence, dans l'impunité, ces conduites pernicieuses de certaines « sangsues » qui s'érigent en réels hors-la-loi, dans une société connue pour ses vertus humanistes. Les services de contrôle de l'Etat sont alors appelés à se secouer pour mettre un terme aux excès de ces lobbys arnaqueurs dont les dérapages infâmes font aujourd'hui objet d'indignation, d'écœurement et de révolte de la part des populations, en cette phase de malheurs de santé. Il est bien clair que l'incapacité du département de la santé, déjà pointé du doigt, en matière de gouvernance, puisqu'on n'a pas eu de cesse de fustiger les gestions « louches » au niveau des marchés, profite à la cacophonie et à la convoitise qui règnent, sans relâche dans certaines cliniques privées. Cependant, il est du devoir d'autres services étatiques de se pencher sérieusement sur ce marasme en hausse insoutenable, afin de protéger le droit des citoyens, préserver l'image du pays et se mettre au diapason de l'éthique et l'équité...

SM le Roi félicite M. Alpha Condé suite à sa réélection à la présidence de la République de Guinée

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a adressé un message de félicitation à M. Alpha Condé, suite à sa réélection pour un nouveau mandat à la présidence de la République de Guinée.

Dans ce message, le Souverain félicite M. Condé pour la confiance renouvelée que le peuple guinéen lui a témoignée en lui

confiant un nouveau mandat à la présidence de la République de Guinée, tout en lui exprimant Ses vœux les meilleurs de plein succès dans ses hautes fonctions au service du progrès et de la cohésion du peuple guinéen.

À cette occasion, Sa Majesté le Roi assure M. Alpha Condé de Son attachement à

l'amitié qui lie étroitement le Royaume du Maroc et la République de Guinée, formant le souhait que cette relation s'enrichisse encore et lui réitérant Sa ferme détermination à poursuivre l'action commune en vue de renforcer le partenariat marocoguinéen et d'en faire un exemple de coopération réussi entre deux pays africains.

SM le Roi félicite M. Alassane Ouattara suite à sa réélection à la présidence de la République de Côte d'Ivoire

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a adressé un message de félicitations à M. Alassane Ouattara, suite à sa réélection pour un nouveau mandat à la présidence de la République de Côte d'Ivoire. Dans ce message, le Souverain adresse à M. Ouattara Ses félicitations et Ses vœux sincères de plein succès dans la poursuite de sa noble mission au ser-

vice du peuple ivoirien frère. "En vous confiant un nouveau mandat, le peuple ivoirien fait montre de sa reconnaissance des efforts que Vous déployez pour assurer à Votre pays davantage de réalisations sur la voie du progrès et du développement économique", écrit SM le Roi. Le Souverain note que le Royaume du Maroc et la

Côte d'Ivoire ont su développer des relations solides de coopération fructueuse et de solidarité agissante, réitérant, à cet égard, Sa ferme volonté de continuer à œuvrer, de concert avec M. Ouattara, à la consolidation de ces relations en vue d'en faire un exemple de partenariat réussi entre deux pays africains.

RAM : vols à destination du Maroc

Le Test PCR négatif de moins de 72h obligatoire

Royal Air Maroc (RAM) informe que les passagers empruntant les vols vers le Maroc devront, désormais, présenter au moment de l'enregistrement un résultat de test PCR négatif à l'infection à la Covid-19 de moins de 72h à compter de la date du prélèvement et non plus à partir de la date des résultats. Les enfants âgés de moins de 11 ans sont dispensés du test, indique la compagnie aérienne nationale dans un communiqué, faisant savoir que le test séro-

logique n'est plus exigé. Notant que ces nouvelles dispositions font suite aux instructions des autorités marocaines, la RAM rappelle qu'à compter du 11 novembre, les passagers des vols à destination de la France doivent, eux aussi, présenter au moment de l'enregistrement un résultat valide de test négatif à l'infection à la Covid-19 de moins de 72 heures à compter de la date du prélèvement et non pas à partir de la date des résultats (les enfants âgés

de moins de 11 ans sont dispensés du test). Ces mêmes passagers doivent également présenter, avant embarquement, une attestation de déplacement international dérogatoire depuis l'étranger vers la France incluant la liste détaillée des catégories autorisées à accéder au territoire français, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur d'absence de symptômes d'infection à la Covid-19, ajoute-t-on de même source.



AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

Il sera procédé, dans les bureaux de la Faculté des Sciences de Meknès à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix suivant :

N° de P.A.O	Objet de P.A.O	Caution Provisoire en DH	Estimations en DH	Dernier délai de dépôt de la doc. Technique	Date et heure d'ouverture des Plis
05/MS/FSM/20	Achat de matériel Scientifique destiné à la faculté des Sciences Meknès	Lot Unique 6000.00	434 520.00	07/12/2020 à 12 h 00	08/12/2020 à partir de 11h 00

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du service des affaires économiques, à la Faculté des Sciences de Meknès, sis à Zitoune - Meknès, ou téléchargé du portail des marchés : www.marchespublics.gov.ma.

Le contenu ainsi que la présentation de dossier des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 25, 27 et 29 du règlement relatif aux marchés publics de l'Université Moulay Ismaïl - Meknès.

Les concurrents peuvent :

- soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau des marchés publics, à la Faculté des Sciences de Meknès, sis à Zitoune - Meknès;
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- soit les déposer par voie électronique au portail des marchés publics sur le site : www.marchespublics.gov.ma.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de la consultation.

Covid-19 : Bilan bimensuel de la situation épidémiologique nationale

Le taux de reproduction du virus a atteint 1,22 au niveau national

« Le taux de reproduction de la Covid-19 a atteint 1,22 au niveau national, a indiqué mardi le coordonnateur du Centre national des opérations d'urgence de santé publique au ministère de la Santé, Mouad Mrabet. »

Dans sa présentation du bilan bimensuel relatif à la situation épidémiologique, M. Mrabet a souligné que le développement du taux de reproduction s'explique par l'augmentation significative du nombre des cas contaminés par la Covid-19 au niveau national, "puisque nous enregistrons chaque jour des chiffres records, notamment 259.951 cas positifs à la Covid-19 jusqu'au lundi 9 novembre, avec un taux d'incidence cumulé de 715.8/100.000 habitants", a-t-il dit. Présentant la situation épidémiologique jusqu'au 9 novembre, le coordonnateur du Centre national des opérations d'urgence de santé publique au ministère de la Santé, a indiqué que le nombre de décès enregistré jusqu'à cette date a atteint 4.356, soit un taux de létalité de 1,7% et le nombre de personnes déclarées guéries a atteint 212.905, soit un taux de rémission de 81,9%. A l'échelle continentale et planétaire, le Maroc se classe 32^{ème} dans le monde et 2^{ème} en



(Ph: Akil Macao)

Afrique, du point de vue du nombre de contaminations, 36^{ème} mondialement et 3^{ème} en Afrique pour ce qui est du nombre des décès. Il est aussi 34^{ème} au niveau international et 2^{ème} au plan continental en termes de nombre de tests. D'autre part, le bilan bimensuel du ministère a abordé les faits marquants relevés jusqu'au 9

novembre en lien avec la situation épidémiologique, en particulier la séance de travail consacrée à la stratégie de vaccination contre la Covid-19 et présidée par SM le Roi Mohammed VI, lundi à Rabat, lors de laquelle le Souverain a donné Ses Hautes Orientations en vue du lancement, dans les prochaines semaines, d'une opération massive de vaccination contre la

Covid-19, qui devra couvrir les citoyens âgés de plus de 18 ans, selon un schéma vaccinal en deux injections. La priorité sera, notamment, donnée aux personnels de première ligne, en l'occurrence le personnel de santé, les autorités publiques, les forces de sécurité et le personnel de l'éducation nationale, ainsi qu'aux personnes âgées et aux personnes vulnérables au



virus, et ce avant de l'élargir au reste de la population, a-t-il dit. L'intégration du vaccin tétravalent contre la grippe saisonnière par l'Agence nationale de l'assurance maladie (ANAM) au guide des médicaments remboursables au titre de l'AMO (GMR) et le lancement de la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière font, également, partie

des faits marquants relevés. Dans le même contexte, M. Mrabet a insisté sur l'importance du respect des mesures sanitaires préventives qui sont de nature à limiter la propagation du virus, notamment le port des masques de protection, le lavage des mains et leur désinfection, la distanciation sociale et l'utilisation de l'application Wiqaytna.

Azeddine Ibrahim, directeur du laboratoire de biotechnologie de Rabat

Vaccination anti-Covid-19 : « quelque 10 millions de doses pour une première étape »

■ Oumaima Berguig -MAP

Le directeur du laboratoire de biotechnologie de la faculté de médecine et de pharmacie de Rabat, Azeddine Ibrahim revient, dans un entretien à la MAP, sur le lancement dans les prochaines semaines d'une opération massive de vaccination contre la Covid-19, conformément aux Hautes orientations de SM le Roi Mohammed VI.

Quel est l'objectif de la Campagne de vaccination anti-covid-19 qui aura lieu bientôt au Maroc ?

C'est très clair que pour plus ou moins combattre la pandémie de la Covid-19, il faut avoir une immunité soit naturelle, soit acquise. L'immunité naturelle, c'est ce qui arrive en ce moment, c'est à dire que les gens qui vont être affectés par le Coronavirus développent des anticorps leur permettant de combattre le virus. Pour ce qui est de l'immunité acquise, il s'agit d'utiliser un vaccin. A ce propos, j'assure que cette opération est maîtrisable : le vaccin va à travers un antigène permettre au corps de développer des anticorps qui vont combattre, une fois qu'on attrape le virus. Ce procédé est intéressant parce qu'il permettra d'avoir une immunité acquise pour combattre le virus, ce qui est essentiel pour apporter une solution radicale face aux épidémies ou pandémies.

Qu'en est-il de la faisabilité d'une telle campagne massive ?

C'est très intéressant de parler de ce volet parce qu'il y a

risque de confondre beaucoup de choses, notamment entre le développement d'un vaccin, qui est une étape à part et la vaccination de masse, qui en est une autre. Quand il y a une pandémie ou une épidémie, ce qu'on va faire au départ, c'est caractériser l'agent pathogène, puis proposer des antigènes qui vont créer des anti-corps. Ensuite, on procède à des tests chez les animaux et par la suite chez les humains, avant de développer un vaccin qui doit obligatoirement avoir les autorisations nécessaires de mise sur le marché, en particulier les trois qualités essentielles qui sont la toxicité, l'efficacité et la qualité de production.

Ces critères vont permettre aux agents compétents de donner l'autorisation du vaccin. Au Maroc, l'administration en charge de cette mission est la direction de médicaments et de pharmacie. L'accent a été mis sur la manière de faire parvenir le vaccin dans de bonnes conditions ? comment choisir et sélectionner les catégories de personnes ? qui seront les premiers ? et donc là on passe à une autre étape, une autre dimension. C'est pour cela qu'on a besoin d'une approche collaborative avec, notamment, tous les acteurs concernés comme le ministère de la Santé pour permettre une distribution efficace.

Sur quelle base les catégories ciblées en premier par la vaccination ont été choisies ?

Au Maroc, nous avons déjà une culture de vaccination, donc nous avons des rouages bien précis. Ainsi il faut rappeler que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a



déjà sorti des recommandations sur comment faire la vaccination de masse et, donc, il y a une priorité pour les gens qui vont le recevoir en premier. Nous allons commencer par le personnel de la Santé, de la Sécurité nationale et des autorités locales car ils sont en première ligne dans la lutte contre cette pandémie. La deuxième partie cible les personnes qui sont plus ou moins vers un âge particulier et qui ont, par exemple, des pathologies ou des maladies chroniques, c'est quelque chose d'essentiel. Tout cela dans un souci bien précis, parce que nous aurons un nombre réduit de doses au

départ à peu près 10 millions de doses et on va essayer de le faire, selon les priorités. C'est quelque chose d'essentiel qui va ouvrir la voie par la suite à avoir le vaccin.

Comment répondre aux réticences face à la vaccination anti-Covid-19 ?

Il faut savoir que la communication est une chose essentielle avant toute campagne de vaccination de masse, afin de permettre aux gens de bien comprendre de quoi il s'agit, loin de toute théorie de complot. Heureusement que nous avons cette culture de vaccin au Maroc, parce que le vaccin est un ensemble de technologies très anciennes qui étaient là et qui ont permis en fin de compte à tout le monde d'avoir une très bonne santé. Je rappelle aussi que pour la première fois, on est en train de développer un vaccin et donc là, on est en train de dénicher des choses dans le processus, alors que ce processus, on l'a toujours utilisé pour avoir des médicaments. C'est le même processus de thérapie particulière, il est obligatoire de passer par un processus d'autorisation qui est extrêmement sévère. En effet, aucune firme ne va risquer de proposer un vaccin qui n'est pas très bon, parce que cela va ruiner tout son business. En tant que Marocain, j'invite tout le monde à se vacciner déjà pour la grippe saisonnière, surtout pour les gens qui sont en situation de précarité sanitaire. J'estime que tout le monde comprendra que s'il ne fera pas le vaccin pour lui, il le fera pour les autres et j'espère que tous les Marocains vont s'impliquer dans cette campagne.

Maroc - France : Christian Cambon : « Des relations très étroites »



Les relations entre le Maroc et la France sont "très étroites", les deux pays ayant en partage les mêmes valeurs, a affirmé lundi à Rabat Christian Cambon, président du groupe interparlementaire d'amitié France-Maroc au Sénat français dont il préside la commission des affaires étrangères, de la défense et des Forces armées.

Le Royaume "a toujours été un lieu de rencontre des civilisations et un trait d'union entre l'Europe et l'Afrique, et nous partageons les mêmes valeurs", a souligné M. Cambon lors d'une rencontre entre le président de la Chambre

des représentants et une délégation parlementaire française.

Cité dans un communiqué de la Chambre des représentants, le président du groupe interparlementaire d'amitié France-Maroc s'est félicité de la qualité de la coopération entre les deux institutions législatives, exprimant la volonté de la consolider davantage au cours de la période à venir.

La France, a-t-il dit, "respecte la religion musulmane ainsi que le Prophète de l'Islam, et toute offense à leur encontre n'exprime pas l'opinion de la majorité des Français qui considèrent

l'Islam comme une composante essentielle de la société française et respectent le Prophète comme étant le symbole le plus fort de l'Islam".

De son côté, le député de l'assemblée nationale de la circonscription des Français établis à l'étranger Mjid El Guerrab a salué les relations distinguées entre les deux pays, mettant en avant la richesse et la diversité de la coopération franco-marocaine sur les plans culturel, économique, militaire et social ainsi que la dimension humaine dans les relations bilatérales. Pour sa part, le Président de la

Chambre des représentants a souligné que l'amitié maroco-française repose sur des bases très solides, relevant que "les périodes difficiles constituent une occasion d'explorer de nouvelles opportunités de coopération".

M. El Malki a indiqué que l'Islam est une religion qui rejette la violence et l'extrémisme et que le Maroc, sous la conduite de SM le Roi Mohammed VI, Amir Al Mouminine, consacre la véritable image de l'Islam qui appelle à la modération, à la tolérance et à l'ouverture sur l'Autre quelle que soit sa religion.

Enseignement: Plus de 140.000 élèves du privé ont basculé vers le public

Un total de 140.250 élèves ont quitté les établissements scolaires privés pour ceux du public au titre de l'année scolaire 2020-2021, contre 52.000 l'année précédente, a indiqué lundi à Rabat le ministre de l'Éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Saaïd Amzazi.

Dans sa présentation du projet de budget de son ministère au titre de l'année 2021 devant la commission de l'enseignement, de la culture et de la communication à la Chambre des représentants, M. Amzazi a souligné que 68 établissements privés ont fermé leurs portes au titre de l'année scolaire actuelle, à cause des répercussions de la crise de la Covid-19.

"Le nombre des élèves de l'enseignement privé est de 1.042.620, répartis sur 5.828 écoles", a-t-il poursuivi, notant que 3.083 établissements ont été visités par les commissions d'inspection et de contrôle.

Il a, dans ce sens, fait savoir que 10.340 autorisations ont été octroyées aux cadres pédagogiques qui œuvrent dans le secteur public pour travailler dans le privé. Pour ce qui est du programme d'action 2021 de développement et de diversification de l'enseignement privé, le responsable gouvernemental a relevé que le nombre des établissements de l'enseignement privé passera à 6.370, tandis que le nombre des élèves dans ces écoles dépassera un million, ajoutant que la part du privé dans l'enseignement passera à 11%.

Le ministre a, par ailleurs, indiqué que le projet du budget sectoriel du ministère s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la loi organique des finances 2021-2023 et permettra de garantir la continuité de la mise en œuvre des différentes mesures et procédures de réforme.

Concernant le département de l'éducation nationale, M. Amzazi a souligné que les postes budgétaires créés au titre de l'année 2021 atteindront 17.344, dont 15.000 dédiés aux enseignants cadres des AREF, 2.000 postes pour les cadres de l'économie, de l'administra-



tion et du soutien pédagogique et administratif, outre 344 postes pour les lauréats du cycle d'agrégation. S'agissant du projet d'amélioration de l'enseignement préscolaire, le plan d'action de l'année 2021 prévoit l'inscription de 140.000 nouveaux élèves, un taux de scolarisation allant jusqu'à 79%, la création de 77 centres de ressource et l'accélération du rythme de formation des éducateurs, a-t-il précisé. Pour ce qui est de l'élargissement de l'offre scolaire, le ministre a affirmé que 122 établissements d'enseigne-

ment seront créés en 2021 dans les milieux urbain et rural, en plus de 26 internats et 45 écoles communales.

Evoquant la formation professionnelle, il a souligné que le plan d'action prévoit le parachèvement de la construction des cités des métiers et des compétences dans six régions et la construction des cités restantes, la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire de ces cités, outre l'ouverture progressive de ces structures.

Chambre des représentants Adoption à l'unanimité de la réorganisation de l'Académie du Royaume

La Chambre des représentants a adopté à l'unanimité, lundi séance plénière, le projet de loi n°74.19 relatif à la réorganisation de l'Académie du Royaume du Maroc.

Présentant ce projet de loi, le ministre de la culture, de la jeunesse et des sports, Othman El Ferdaous a expliqué que "le texte s'inscrit dans la mise en application des directives de SM le Roi Mohammed VI, visant la réorganisation de cette prestigieuse institution, selon une nouvelle vision, qui veut renforcer ses prérogatives d'institution nationale scientifique de référence contribuant de manière distincte au rayonnement culturel de notre pays et jouant un rôle de premier plan dans la communication et l'ouverture intellectuelle et culturelle sur les différentes cultures", indique un communiqué de la Chambre.

Ce projet de loi prévoit la révision des missions de l'Académie, son système d'adhésion, son organisation et sa gouvernance, précise-t-on, ajoutant que le texte comporte 79 articles répartis en 6 titres, qui stipulent que les missions de l'Académie ont été déterminées et élargies pour inclure, en particulier, l'étude et la recherche, l'encouragement du développement de la recherche scientifique, la mobilisation des capacités intellectuelles et scientifiques nationales et internationales tout en les encourageant à participer aux activités scientifiques et culturelles organisées par l'Académie. L'Académie s'est également vu confier la mission d'encourager et de valoriser la créativité culturelle sous ses différentes formes, notamment marocaine, de créer des chaires scientifiques pour discuter de questions intellectuelles et de créer des prix pour honorer des personnalités distinguées, des œuvres intellectuelles et des créations artistiques, relève le communiqué. En vertu de ce projet de loi, l'Institut royal de recherche sur l'histoire du Maroc a été réorganisé, et deux organes spécialisés dans la traduction et les arts ont été créés, conclut-on.

Maintenance de la voie ferroviaire

ONCF organise le 7^e cycle de formation au profit des réseaux africains

L'Office national des chemins de fer (ONCF) organise, du 09 au 20 novembre à distance, le septième cycle de formation sur la maintenance de la voie dispensée aux hauts responsables de plusieurs réseaux africains, indique mardi un communiqué de l'Office.

Inscrite dans le cadre du déploiement du plan d'action de l'Union internationale des chemins de fer (UIC) - Région Afrique - présidée par le Maroc depuis 2010, cette session réunit des responsables venant d'Algérie, du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo Brazzaville, de la Côte d'Ivoire, du Djibouti, du Gabon, du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal et de la Tunisie, précise le communiqué.

Faisant suite à six éditions organisées à Rabat de 2014 à 2019, ce 7^e cycle a été mis en place eu égard aux besoins exprimés par les réseaux ferrés africains et aux recommandations de l'étude relative à la revitalisation du rail en Afrique, qui a été présentée et portée à l'unanimité par les ministres africains chargés de transport lors de la 3^e conférence organisée en avril 2014 à Malabo en Guinée équatoriale comme feuille de route, à moyen et long termes, pour le développement de ce secteur.

La plupart des réseaux africains subsahariens accusent encore un retard considérable en matière de réhabilitation

de l'appareil de production, relève l'ONCF, ajoutant que selon l'étude précitée, ces réseaux nécessitent la modernisation de 81.000 km et la construction de 13.200 km de nouvelles lignes conformément aux standards internationaux.

Pour rendre ce cycle de formation plus pertinent, plus attractif et atteindre les objectifs escomptés, indique le communiqué, un programme adapté a été arrêté et comprend des conférences quotidiennes autour de thématiques spécifiques co-animées par des experts UIC et ONCF.

Par ailleurs, l'ONCF multiplie ses initiatives pour partager son expérience et son savoir faire avec les réseaux africains, afin de donner une nouvelle impulsion et redynamiser davantage le partenariat Sud-Sud dans les différents domaines ferroviaires, a fait savoir le communiqué.

En l'espace de cinq ans, cette coopération a porté notamment sur l'organisation de 17 conférences/séminaires autour de sujets d'actualités et ciblés, ayant connu la mobilisation de 22000 experts et environ 2400 participants; la réalisation de 14 cycles de formation axés sur la sûreté et la sécurité ferroviaire ainsi que sur la maintenance de la voie au profit de près de 320 participants encadrés par 130 experts ONCF; l'organisation d'une vingtaine de visites



d'information et de partage de bonnes pratiques au profit des différentes délégations africaines, ainsi que la réalisation de deux études prospectives.

L'objectif de ces efforts est de contribuer à asseoir le développement d'un système de transport ferroviaire africain fiable et viable, porteur de la mobilité durable et de l'inclu-

sion économique du continent, s'inscrivant en droite ligne avec la politique tracée par SM le Roi Mohammed VI en matière de renforcement de la coopération Sud-Sud et d'amélioration du positionnement et de la compétitivité du continent africain dans la scène internationale, conclut le communiqué.

Tanger Med

DGSN : avortement d'une tentative de trafic de près d'une demi-tonne de Chira

Les éléments de la sûreté nationale exerçant au port Tanger Med, en coordination avec leurs homologues de la douane, ont mis en échec mardi après-midi une tentative de trafic d'une cargaison de drogue de 450 kilogrammes de Chira, saisie à bord d'un camion de trafic international de marchandises, immatriculé au Maroc.

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a indiqué dans un communiqué que l'opération de contrôle du camion, supposé transporter des produits agricoles à destination de l'Espagne, a permis de saisir la cargaison de drogues planquée dans des caches spécialement aménagées à l'intérieur de la remorque

du camion et d'interpeller le chauffeur, un Marocain de 29 ans. La quantité de drogues saisie a été remise à l'administration des douanes pour compétence, précise la DGSN, notant que le suspect a été placé en garde à vue à la disposition de l'enquête préliminaire menée par le parquet compétent, et ce pour déterminer les éventuelles ramifications nationales et internationales de ce réseau criminel.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des opérations sécuritaires intenses et continues menées par les services de sûreté pour lutter contre le trafic international de drogue et de psychotropes, conclut le communiqué.

Office national de l'eau et de l'électricité

Traitement de plus de 80% des plaintes relatives à la facturation



Plus de 80% des plaintes relatives à la facturation reçues par l'Office national de l'eau et de l'électricité a été traitées, a indiqué, mardi à Rabat, le ministre de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement, Aziz Rabbah. En réponse à une question centrale sur "la hausse des factures de l'eau et de l'électricité" à la Chambre des conseillers, M. Rabbah a relevé que le

nombre total des plaintes qui ont été reçues par l'Office national de l'eau et de l'électricité dans le contexte de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 s'élève à environ 6.000 plaintes, dont 20% concernent la facturation.

Il sera procédé à la généralisation du nouveau système de prépaiement permettant au client d'avoir un meilleur contrôle sur la prestation, lequel système qui a bénéficié, jusqu'à ce jour, à environ un million de personnes, a poursuivi le ministre.

Par ailleurs, le responsable gouvernemental a souligné que la détermination du tarif de l'électricité se fait selon des règles et des procédures décidées par le gouvernement, après consultation de la commission interministérielle des prix, précisant que la moyenne nationale de la facture de l'Office national de l'électricité au niveau de chaque région s'élève à 91,2 dirhams. Il a, en outre, relevé que la maîtrise de la consommation reste le moyen efficace pour réduire la facture d'électricité, notant, à cet égard, que les citoyens ont été incités à utiliser les lampes économiques en distribuant 14,1 millions lampes compte tenu de leur impact positif sur la réduction de la consommation, et donc sur la facture d'électricité.

Bakkoury dans une tribune sur « The Parliament Magazine »

Le Maroc a fait le choix de la durabilité bien avant la pandémie



Bien avant la pandémie de la Covid-19, le Maroc a mis en place une vision durable et un modèle de développement basé sur les énergies renouvelables, un secteur appelé à jouer un rôle clé à la fois dans la coopération Sud-Sud et dans la reprise économique durable de l'Afrique, a affirmé Mustapha Bakkoury, président du directoire de l'Agence marocaine de l'énergie solaire (MASEN). »

"En 2009, sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le pays s'est engagé dans une transition énergétique visant à développer les énergies renouvelables, à soutenir l'efficacité énergétique et à atteindre un mix énergétique renouvelable d'au moins 52% d'ici 2030", a souligné M. Bakkoury dans une tribune sur "The Parliament Magazine", bimensuel politique couvrant les actualités, les opinions et les commentaires du Parlement européen. Le Maroc, a-t-il dit, est déterminé à adapter son modèle de développement pour intégrer des aspects sociaux plus forts et construire une économie plus inclusive et plus juste, autrement plus durable et résiliente. Conformément à la Vision Royale tendant à "construire ensemble l'avenir dans le cadre d'une coopération sans restriction", le Maroc est convaincu que la coopération Sud-Sud peut jouer un rôle majeur pour contrer les effets négatifs de la crise dans les pays en développement, a-t-il relevé.

Il a relevé que l'engagement du Maroc en faveur de la coopération Sud-Sud est illustré par ses actions avec une vingtaine de pays -pour la plupart africains-, portant sur la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique dédiés au développement de projets d'énergie renouvelable. "Nous préconisons donc un modèle de coopération Sud-Sud qui puisse offrir un avenir durable aux pays confrontés à des défis similaires, en particulier à ceux qui ont des difficultés d'accès à l'énergie", a-t-il précisé. Les défis similaires auxquels sont confrontés les pays du Sud, à la fois en termes de financement et d'impact socioéconomique, rendent ce partage d'expériences et de connaissances essentiel, a-t-il poursuivi, relevant que de nombreuses institutions internationales ont reconnu l'importance de soutenir le développement de la coopération Sud-Sud et de reproduire des modèles de référence dans des pays similaires.

Bakkoury a évoqué dans ce sens sa nomination par la Banque africaine de développement en tant que président du comité de pilotage de l'initiative "Desert to Power", qui vise à générer une capacité solaire de 10 GW dans 11 pays de la région du Sahel. Aussi a-t-il rappelé que la Banque islamique de développement s'est également associée au Maroc dans le cadre d'un partenariat stratégique pour aider les pays membres africains à renforcer leur capacité en énergie renouvelable. Il a ajouté que l'ONU a récemment annoncé le lancement d'une Coalition internationale basée sur la coopération Sud-Sud, dirigée par le Maroc et visant à accélérer l'accès à l'énergie durable dans les pays les moins avancés et en développement. Il a par ailleurs indiqué que l'Union européenne considère désormais une coopération trilatérale UE-Maroc-Afrique comme un élément essentiel du Green Deal Maroc-UE en cours de finalisation; une initiative qui a égale-



ment vu un intérêt accru pour l'expertise du Maroc et son potentiel renouvelable. Et de conclure que dans le cadre de la feuille de route du commerce d'électricité durable (SET), le Maroc, l'Allemagne, l'Espagne, la

France et le Portugal cherchent à intégrer leurs marchés d'électricité verte, avec plusieurs projets d'exportation d'électricité et de "molécules vertes" à l'étude entre les deux rives de la Méditerranée.

Débat : la responsabilité des entreprises post-Covid

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) post-covid19 a été au centre d'un webinaire organisé, mardi, à l'initiative de l'université Euromed de Fès, avec la participation d'experts des mondes académique et de l'entreprise. Initiée en partenariat avec la grande école de commerce "Euromed Business School", relevant de l'université EuroMed, l'école supérieure de commerce Audencia Nantes (Audencia) et le "Research Institute for Euro-Mediterranean and African Studies" (RIEMAS), cette rencontre a été l'occasion pour les participants d'analyser les effets de la crise du covid19 sur la RSE et sur l'évolution de la conception de cette responsabilité chez les entreprises au Maroc et à l'étranger. Ouvrant les travaux de ce webinaire, l'ancien diplomate marocain Fathallah Sijilmassi, a souligné l'importance de cette rencontre en ce sens qu'elle permet de réfléchir sur cette dimension de la RSE dans un environnement en mutation, "lequel doit permettre de construire une rési-

lience fondée sur la qualité". Sijilmassi a indiqué que ce débat est une concrétisation de ce partenariat entre l'université Euromed de Fès et Audencia Nantes à l'occasion du lancement de la formation "Audencia Executive MBA", ajoutant que l'université Euromed s'est illustrée en ce temps de Covid19 en mobilisant ses capacités d'innovation pour une résilience collective contre le virus. Le directeur de la formation Audencia Executive MBA à l'Université Euromed de Fès, Mohamed El Moueffak, a estimé que les crises sont des accélérateurs du changement et de l'innovation, en ce sens qu'elles poussent les entreprises à l'adoption de nouvelles stratégies pour renforcer leur leadership, ajoutant que l'université Euromed de Fès s'est inscrite dans cette tendance en nouant un partenariat pour le lancement de la formation "Audencia Executive MBA". Cette formation a pour objectifs principaux d'accélérer la carrière, développer la capacité d'entreprendre

chez les étudiants, construire un réseau de relations à l'international et activer leur développement personnel, a-t-il précisé. De son côté, André Sobczak, chercheur à Audencia a fait observer que les entreprises devraient modifier leurs pratiques de management et leur modèle économique pour être en cohérence avec les défis économiques, sociaux et environnementaux, ajoutant que les entreprises intégrant la RSE ont réussi la gestion de la crise en opérant, notamment, une bonne organisation du travail mieux que leurs concurrents. "Selon une étude menée par Audencia, les entreprises ayant mis en place le télétravail avant la crise à la recherche de plus de flexibilité se sont bien adaptées aux exigences de la conjoncture au même titre que celles qui font travailler les fournisseurs de proximité au lieu de partenaires éloignés", a-t-il relevé, ajoutant que la crise a renforcé l'engagement des investisseurs quant à la responsabilité environnementale. Pour sa part, la vice-présidente de la CGEM et prési-

dente de la commission "Entreprise responsable et citoyenne", Saadia Slaoui Bennani, s'est attardée sur la vision de la CGEM pour développer la RSE, faisant état de l'élaboration par la Confédération d'une charte RSE intégrant plusieurs axes (environnement, lutte contre la corruption, bonne gouvernance), ajoutant que cette charte est régulièrement actualisée pour inclure d'autres facteurs. La CGEM a lancé également "un label RSE" pour reconnaître les entreprises engagées dans cette démarche de progrès lié à la RSE, ainsi qu'un site de vulgarisation pour partager les bonnes pratiques dans le domaine, a-t-elle fait savoir. La responsabilité sociétale des entreprises désigne la prise en compte par les entreprises, sur base volontaire, et parfois juridique, des enjeux, environnementaux, sociaux, économiques et éthiques dans leurs activités, dont les activités économiques et les interactions internes (salariés, dirigeants, actionnaires) et externes (fournisseurs, clients).

Abderrahmane Semmar, Directeur des entreprises publiques et de la privatisation au MEFRA
La réforme des EEP nécessite des ruptures en termes de dimensionnement, de gouvernance et de suivi

Les Établissements et Entreprises Publics (EEP) constituent un levier majeur du développement économique et social du pays. Le PLF-2021 s'est fixé, en effet, comme priorité la réforme en profondeur du secteur public et le traitement urgent de l'ensemble des dysfonctionnements structurels des EEP afin d'accompagner tous les chantiers économiques, sociaux et financiers qui sont en cours de lancement, de parvenir au plus haut degré d'intégration dans leurs tâches et d'accroître leur efficacité économique et sociale. Dans un entretien accordé à la MAP, le Directeur des entreprises publiques et de la privatisation au sein du ministère de l'Économie et des Finances (MEFRA), Abderrahmane Semmar, met l'accent sur la place qu'occupe les EEP dans le processus du développement économique du pays ainsi que sur les actions et mesures préalables indispensables à leurs réformes.

Quelle place occupe les EEP dans le processus du développement économique du pays?

Le secteur des Établissements et Entreprises Publics (EEP) occupe une place importante dans le processus de développement socio-éco-

nomique du pays, en relation notamment avec ses apports en termes d'investissements stratégiques, d'infrastructures, de services publics et de rayonnement du Maroc à l'échelle régionale et internationale. Les EEP constituent, en effet, un acteur majeur dans le modèle de croissance du Maroc comme en témoignent l'évolution de leurs principaux indicateurs sur la dernière décennie. Toutefois, ces EEP souffrent de dysfonctionnements et de fragilités qui entravent leur développement et limitent leurs performances. A ce titre, les Hautes Orientations Royales relatives à la réforme profonde du secteur public et à la revue du modèle de développement économique du Maroc, sous-tendent : - D'une part, une revue des modèles économiques eux-mêmes de certains EEP, visant l'amélioration de leur gouvernance, de leurs performances et de leur rendement pour une meilleure contribution au développement économique et social du pays; - D'autre part, la création de synergies et de complémentarités entre EEP dans certains secteurs.

Comment développer la contribution des EEP à la croissance économique du Royaume ?

Le développement de la contribution des EEP à la croissance économique du pays et à sa dynamique de développement nécessite des ruptures en termes de dimensionnement de ce portefeuille, de son pilotage, de sa gouvernance et de suivi de ses performances. Il s'agit en effet de dépasser les différents dysfonctionnements et insuffisances dont souffre ce secteur et qui ont été relatés, par ailleurs, par les différentes institutions et corps de contrôle dont, notamment, la multiplicité des acteurs publics dans certains secteurs avec par-

fois des chevauchements et doublons ainsi que le manque de synergies entre certains EEP devant permettre de disposer d'entités de tailles critiques pouvant concourir à une croissance externe. Il est question également de revoir les modèles économiques de certains EEP afin de renforcer leur rendement, la qualité de leurs services et l'optimisation de leurs relations financières avec l'État. A cet égard, le portefeuille public n'est plus considéré comme une sphère homogène et ses maux n'appellent pas les mêmes remèdes. Ainsi, nous distinguons entre deux grandes catégories, à savoir, les EEP commerciaux et ceux n'ayant pas de vocation commerciale. La gestion stratégique des EEP commerciaux sera confiée désormais à une Agence nationale dédiée qui se chargera de valoriser le patrimoine de l'État, de défendre ses intérêts en tant qu'actionnaire et d'assurer une reddition sur les performances des EEP composant son périmètre. A ce niveau, la fonction de l'État actionnaire qui sera portée par ladite Agence permettra de dynamiser et de professionnaliser la gouvernance de ces entités et, partant, de déployer des solutions à même d'améliorer l'efficacité et la création de la valeur ajoutée par les EEP commerciaux. Pour les EEP non commerciaux, l'efficacité de leur actions et la réduction de leur dépendance envers le BGE seront recherchées à travers, notamment, la revue de leurs modèles et de leurs missions en veillant à une bonne adéquation qualité/coût de service. Cette revue des missions aboutirait à la liquidation/la dissolution des entités dont la mission n'est plus opportune avec réintégration de certaines missions aux ministères concernés ainsi qu'au regroupement de certains EEP dont la mission serait justifiée mais nécessitant des synergies.

Quelles sont les actions et mesures à court, moyen et long termes, préa-

lables indispensables aux réformes nécessaires concernant le cadre institutionnel, organisationnel ainsi que la gouvernance des EEP ?

Les Hautes Orientations données par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, lors de son Discours du Trône du 29 juillet 2020, visant la réforme structurelle du secteur public et la création de l'Agence Nationale chargée d'assurer la gestion stratégique des participations de l'État et du suivi de la performance des EEP, constituent un tournant historique pour les EEP. Nous assisterons ainsi à une redéfinition substantielle et équilibrée du secteur public, comme cela a été confirmé lors du Discours Royal adressé au Parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1ère session de la 5ème année législative de la 10ème législature. De même, lors du Conseil des Ministres du 14 octobre 2020, l'accent a été mis sur le renforcement de l'exemplarité de l'État et la rationalisation de sa gestion et ce, à travers le lancement d'une réforme profonde du secteur public, le traitement des dysfonctionnements structurels des EEP dans le but de réaliser davantage de complémentarité et de cohérence dans leurs missions et l'amélioration de leur efficacité économique et sociale. Dans ce cadre, les principales actions prises ou en préparation pour le déploiement de la réforme profonde du secteur public en application des Hautes Orientations Royales susvisées s'inscrivent dans le cadre d'une vision globale, intégrée et complémentaire. Il s'agit, tout d'abord, de l'élaboration de deux textes fondateurs correspondant à deux projets de loi dans l'objectif de leur adoption, avant la fin de l'année 2020. Le premier projet de loi porte sur la création de l'Agence Nationale chargée d'assurer la ges-

tion stratégique d'un périmètre défini de participations de l'État d'une part, et du suivi de la performance des EEP d'autre part. Le second projet de loi porte sur la réforme globale des EEP visant la redéfinition substantielle et équilibrée de ce secteur via, en particulier : - La transformation en société anonyme de l'ensemble des Établissements Publics à caractère commercial pour dynamiser leur gouvernance; - La dissolution/liquidation de certains EEP dont les missions ne sont plus opportunes; - La création de holdings homogènes pour plus d'optimisation et de synergies; - L'instauration d'une évaluation régulière des missions des EEP pour s'assurer de la pertinence ou non de leur maintien. Ces deux textes fondateurs permettront d'encadrer et de planifier les opérations de redimensionnement et de restructuration du secteur des EEP et de faire émerger le rôle de l'État Actionnaire qui sera porté par la future Agence. Par ailleurs, et en application des Hautes Orientations Royales, les travaux sont en cours pour mettre en œuvre rapidement tous les mécanismes susceptibles de garantir l'efficacité nécessaires aux interventions du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement. Ledit Fonds, créé initialement sous forme de Compte d'Affectation Spéciale (CAS), sera doté de la personnalité morale et des structures managériales adéquates à même de garantir sa contribution à la réussite de la relance de l'économie marocaine dans un contexte marqué par les impacts négatifs de la Covid-19. Ce cadre institutionnel permettra également au Fonds de se doter d'une stratégie de placement donnant plus de visibilité sur les priorités et les choix de l'intervention de l'État dans la sphère économique.

Orange lance son premier backbone panafricain

A l'occasion du salon international AfricaTech Festival, Orange et ses filiales annoncent la mise en service et le lancement commercial de Djoliba, le premier backbone panafricain.

■ Kaoutar Khennach

Ainsi, Alioune Ndiaye, CEO d'Orange Middle East and Africa a déclaré que «Orange participe activement au développement des infrastructures sous-marines et terrestres, qui permettent la transformation numérique du continent africain, en investissant chaque année 1 milliard d'euros. Avec Djoliba, les populations locales vont pouvoir accéder encore plus facilement à des services de santé ou d'éducation, ainsi qu'aux usages offerts par le cloud computing. Le développement de l'accès au numérique est un enjeu majeur pour l'Afrique et je salue le travail remarquable de nos équipes dans tous les pays qui ont permis que le projet Djoliba voit le jour».

Pour sa part ; Jérôme Barré, CEO Orange Wholesale & International Networks a précisé : « Avec Djoliba, Orange confirme une nouvelle fois son expertise et son leadership dans le déploiement et l'exploitation des réseaux internationaux terrestres et sous-marins. Ainsi, tous les opérateurs, entreprises et institutions d'Afrique de l'Ouest bénéficient désormais d'une offre de connectivité sans couture, ouverte au monde entier, grâce à un point de contact client unique et à une disponibilité de service inégalée. Djoliba est le fruit d'un effort collectif, et c'est grâce à une équipe transverse pleinement mobilisée, que nous avons pu relever ce défi de taille. Cette



aventure humaine illustre la force du Groupe Orange, fort à la fois de sa présence locale par ses filiales et de sa capacité à construire des assets internationaux partagés ».

En effet, cette infrastructure s'appuie sur un réseau de fibres optiques terrestres, couplé à des câbles sous-

marins, offrant ainsi une connectivité sécurisée vers l'international depuis l'Afrique de l'Ouest. Cet investissement vise à soutenir l'écosystème numérique et répond aux besoins croissants de connectivité dans la région. Ce nouveau backbone couvre 8 pays : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le

Liberia, le Mali, le Nigeria et le Sénégal. Nativement interconnecté avec les réseaux domestiques au sein des pays, cette large couverture permettra de démocratiser l'accès à la connectivité auprès des opérateurs et des entreprises.

Jusqu'à présent, les réseaux de télécommunications en Afrique de l'Ouest étaient construits à l'intérieur de chaque pays, jusqu'à ses frontières : il n'y avait pas de réseaux transfrontaliers. Pour fournir un service entre deux capitales, les opérateurs devaient intégrer les offres de plusieurs fournisseurs et abouter plusieurs réseaux différents qui s'interconnectaient aux points frontières. Réelle innovation, ce nouveau réseau simplifie les processus d'interconnexion entre les pays.

Grâce à Djoliba, Orange répond aux besoins des entreprises et acteurs télécoms en Afrique de l'Ouest, pour servir un potentiel de 330 millions d'habitants. Ce réseau est un élément clé de la croissance future de l'internet en Afrique de l'Ouest, car il va favoriser l'égalité d'accès au numérique entre les pays d'Afrique de l'Ouest et il contribuera à stimuler l'économie numérique des pays.

Orange est actuellement présent dans 18 pays d'Afrique et compte plus de 120 millions de clients. Le Groupe continue ses investissements sur le continent pour offrir une connectivité fiable, sécurisée et de grande qualité, et ainsi contribuer à l'inclusion numérique des populations.

L'AMMC prépare la modification de la circulaire sur la vigilance et la veille interne

L'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) met en consultation publique, du 10 au 24 novembre 2020, un projet de circulaire relative aux obligations de vigilance et de veille interne incombant aux organismes et personnes soumis au contrôle de l'AMMC.

"Conformément aux dispositions de l'article 63 de son règlement général, l'AMMC met en consultation publique, du 10 au 24 novembre 2020, un projet de circulaire relative aux obligations de vigi-

lance et de veille interne incombant aux organismes et personnes soumis au contrôle de l'AMMC, qui abroge et remplace la circulaire n°01/18", précise le régulateur du marché des capitaux dans un communiqué.

Le projet de la nouvelle circulaire s'inscrit notamment dans le cadre de l'alignement des dispositions existantes sur les normes internationales en matière de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (Recommandations

GAFI) et la prise en considération de l'évolution législative et réglementaire au niveau national, relève la même source.

En outre, le projet de la nouvelle circulaire propose une refonte de l'ossature de la circulaire actuelle, pour donner plus de lisibilité aux personnes assujetties dans l'assimilation des obligations qui leur incombent en la matière et de se conformer aux dispositions légales en vigueur, poursuit le communiqué.

Lafarge Holcim Maroc fait un bilan de son programme « N'Bniouw l'7ayat »

LafargeHolcim Maroc a présenté, mardi lors d'une conférence de presse virtuelle, un premier bilan de son programme "N'Bniouw l'7ayat" en matière de Responsabilité sociale et sociétale (RSE), notamment les actions engagées par les sites industriels pour l'éducation de proximité et le développement de l'employabilité locale.

S'exprimant à cette occasion, l'administrateur directeur général de LafargeHolcim Maroc, George Michos, a souligné que le développement durable est depuis toujours une des valeurs fondamentales et un moteur de croissance pour le groupe, qui intègre ce principe dans tous ses processus et à tous les stades de sa chaîne de valeur. "Nous avons élaboré puis étoffé une stratégie de responsabilité sociale et sociétale avec comme objectif principal de créer de la valeur partagée et de bâtir des liens durables avec nos communautés riveraines", a indiqué M. Michos, relevant que LafargeHolcim Maroc s'est engagé dans une démarche d'intégration durable dans les territoires dans lesquels il opère et dans un co-développement des régions et des communes dans lesquelles ses opérations sont présentes.

La démarche RSE de LafargeHolcim Maroc se construit ainsi autour de cette valeur de progrès pour créer un lien entre progrès sociétal et progrès économique, a-t-il souligné, rappelant que le groupe a la volonté de devenir un modèle dans le secteur des matériaux de construction pour tous les domaines de développement durable.

"Notre programme RSE +N'Bniouw l'7ayat+ est un axe stratégique et un levier de performance qui mobilise l'ensemble de



l'entreprise autour d'un objectif commun : créer de la valeur partagée", a-t-il ajouté. Ce programme, a poursuivi M. Michos, repose en premier lieu sur un processus de dialogue de proximité permanent avec les parties prenantes locales dans le cadre d'échanges réguliers sur les projets et problématiques des territoires concernés, ajoutant que ce dialogue indispensable avec les communautés avoisinantes permet de bien identifier les axes de co-développement prioritaires à partir de l'analyse de la situation économique locale réelle. D'après le directeur général de LafargeHolcim Maroc, le groupe déploie son programme RSE en se concentrant sur 4 axes prioritaires, à savoir l'éducation de proximité et la lutte contre l'abandon scolaire de tous, et notamment des filles, le partage des actions sécurité et l'accès aux soins pour les communautés les plus proches, le développement de l'employabilité des jeunes issus des communautés locales et le développement local via des partenariats dans des actions allant dans le sens de la protection écologique et de l'amélioration du cadre de vie de nos riverains. Dans le cadre de ces 4 axes prioritaires, la

mise en œuvre des actions RSE de LafargeHolcim Maroc est très décentralisée, a-t-il noté, précisant que chaque directeur de site maintient un dialogue permanent avec les acteurs locaux et analyse avec eux les besoins dans les domaines d'actions prioritaires et que les projets sont ensuite portés seuls ou en partenariat avec des organismes publics ou privés.

"En 2020, dans un contexte économique et social fortement perturbé par la pandémie de Covid-19, nos sites industriels se sont focalisés sur les deux attentes majeures de nos riverains, à savoir un support pour l'éducation et un accompagnement pour le développement de l'employabilité", a-t-il fait savoir.

Concernant le premier volet, 100 écoles et plus de 14.000 enfants et adolescents ont bénéficié en 2020 des actions initiées par le groupe, ont indiqué les directeurs d'usines de LafargeHolcim Maroc participant à cette conférence.

"Nos équipes, sur nos sites industriels, ont la volonté d'être au plus près des enfants et des jeunes de nos communautés. Ils sont le futur de notre pays. Nous voulons apporter notre support à l'effort éducatif national et



partager nos savoirs quand cela est possible. En contribuant à l'investissement éducatif, nous préparons l'avenir : celui de jeunes de nos territoires, mais également le nôtre", ont-ils dit. Les équipes LafargeHolcim Maroc ont déployé des actions de protection de la santé en veillant à ce que toutes les écoles bénéficient d'eau courante pour le lavage des mains et en menant des actions de sensibilisation locales et de favoriser la création et la croissance de coopératives et TPE dans le cercle le plus proche de nos sites, avec une attention particulière aux jeunes, filles et garçons, ont affirmé les directeurs. Les projets sont ensuite portés seuls ou en partenariat avec des organismes publics ou privés. Les programmes annuels des usines intègrent des actions permettant la prise en charge de formations qualifiantes avec des organismes spé-

cialisés, notamment l'OFPPPT, une aide à la création d'activités génératrices de revenus, un appui au développement des coopératives et des TPE et à des activités locales existantes ainsi que l'orientation des jeunes et un accompagnement dans les actions de formation de base.

Au total, entre 2019 et 2020, 36 actions ont été réalisées pour près de 3 300 riverains dans toutes les régions d'activité de LafargeHolcim Maroc. Parmi les derniers projets, LafargeHolcim Maroc s'est engagé dans des formations qualifiantes aux métiers du BTP à travers un partenariat avec l'OFPPPT (plâtrier, menuisier aluminium, etc.) pour des jeunes riverains des usines de Meknès et Bouskoura, et la création de microprojets individuels autour de tous nos sites ;

Il s'agit également des formations d'insertion dans le domaine de la couture, de la cuisine, des permis poids lourds ou encore de la coiffure à Tanger, Tétouan, Meknès et Agadir, une aide à la mise à niveau de certaines activités et projets existants notamment à Meknès, Bouskoura, Oujda, Settat et un soutien des associations œuvrant dans le domaine de l'emploi et employabilité.

Election américaine

Entre Pompeo et Biden, la diplomatie américaine en plein grand écart

Les dirigeants des pays alliés des Etats-Unis se sont pressés mardi de promettre leur coopération au futur président Joe Biden, critiqués par le secrétaire d'Etat Mike Pompeo qui a évoqué, envers et contre tout, la perspective d'un "second" mandat pour Donald Trump.

Interrogé à Washington sur les mesures prises par le département d'Etat, un ministère-clé en matière de sécurité nationale, pour favoriser la transition avec les équipes du président élu, le chef de la diplomatie américaine a refusé de reconnaître la défaite du sortant républicain.

"Il y aura une transition en douceur vers une seconde administration Trump", a lâché d'un ton neutre le plus fidèle des ministres trumpistes, avant d'esquisser un sourire.

Un peu plus tard sur la chaîne Fox News, il n'a pas invoqué l'ironie ou le second degré, mais a semblé atténuer un peu la portée de son propos. "Nous verrons ce que les gens ont décidé" quand toutes les voix auront été comptées, a-t-il expliqué. "Dans un autre contexte, dans un autre monde, à un autre moment", ces propos "auraient pu être drôles", a réagi l'ex-diplomate Richard Haass. "Mais pas dans ce contexte, dans ce monde, en ce moment. Les enjeux sont trop gros pour notre démocratie et notre rang."

Le milliardaire républicain affirme avoir gagné l'élection présidentielle et a promis de batailler en justice pour obtenir un renversement des résultats, sans apporter la moindre preuve des "fraudes" qu'il dénonce.

Le grand écart diplomatique de la première puissance mondiale devrait être encore plus manifeste lorsque Mike Pompeo s'envolera, vendredi, pour la France, puis la Turquie, Israël ou encore l'Arabie saoudite, autant de proches alliés des Etats-Unis dont les dirigeants ont félicité Joe Biden.

Ce qui devrait être la tournée d'adieu d'un secrétaire d'Etat "canard boiteux", comme on désigne un responsable dont on sait déjà qu'il sera bientôt balayé par l'alternance, risque de se transformer en voyage lunaire aux côtés d'homologues qui ont déjà tourné la page des tumultueuses années Trump.

D'autant que sur Fox News, Mike Pompeo a semblé critiquer les appels des dirigeants étrangers à Joe Biden.



"Si c'est juste pour dire bonjour, j'imagine que c'est pas trop problématique. Mais que l'on ne s'y trompe pas, il n'y a qu'un président à la fois", a-t-il mis en garde. "Nous rappelons à chacun" de ces chefs d'Etat et de gouvernement "que toutes les voix n'ont pas été comptées".

Wilmington, Delaware. Autre ville, autre conférence de presse. Et une autre diplomatie américaine en gestation.

Joe Biden, qui se prépare à prendre ses fonctions le 20 janvier en faisant mine de ne pas se soucier des résistances de Donald Trump, a annoncé s'être entretenu avec plusieurs futurs homologues. "Je leur ai dit que l'Amérique était de retour", "ce n'est plus l'Amérique seule", a-t-il lancé, brocardant l'unilatéralisme de son rival, chantre de "l'Amérique d'abord". Leur réponse a été "enthousiaste", "j'ai confiance, nous allons réussir à restaurer le respect dont l'Amérique jouissait auparavant", a-t-il ajouté.

A 77 ans, l'ancien vice-président de Barack Obama promet de restaurer le leadership américain et de réaffirmer l'attachement des Etats-Unis au multilatéralisme et à leurs alliés, pris d'assaut pendant quatre ans. Côté européen, la rupture est particulièrement attendue sur l'accord de Paris sur le

climat, dont le président républicain est sorti et auquel Joe Biden veut ré-adhérer au premier jour de son mandat, mais aussi sur la lutte contre la pandémie. Les premiers échanges téléphoniques, depuis lundi, ont abondé en ce sens.

A Emmanuel Macron, Joe Biden a promis de "redynamiser" les relations avec l'Otan et l'Union européenne, malmenées par Donald Trump. Le président français l'a "assuré de sa volonté de travailler ensemble" sur le climat, la santé et la lutte antiterroriste.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson, pourtant plus proche du républicain, s'est dit "impatient" de travailler avec le démocrate sur ces mêmes sujets, tandis que la chancelière allemande Angela Merkel, particulièrement bousculée par le président sortant, a émis "le vœu d'une collaboration étroite et basée sur la confiance".

Même les dirigeants qui s'étaient montrés plus prudents commencent à se joindre au chœur international. Le Turc Recep Tayyip Erdogan a ainsi adressé mardi au président élu un message pour l'appeler à un "renforcement" des relations bilatérales -- tout en remerciant Donald Trump de sa "chaleureuse amitié".

Thaïlande

Le roi Rama X fait face à un mouvement de révolte inédit

■ Nabil El Bousaadi

C'est qu'il n'est vraiment pas dans de beaux draps, le roi de Thaïlande, et c'est le moins que l'on puisse dire en ce moment où un mouvement d'une ampleur inédite conteste sa fortune, son style de vie et son absolutisme et exige qu'il se conforme aux limites d'une monarchie constitutionnelle.

En effet, depuis le début de cet été, les rues de la capitale, Bangkok, voient défiler des dizaines de milliers de manifestants qui réclament, non seulement un nouveau gouvernement qui ne soit pas issu de cette junte militaire qui a mis en place un système politique qui a creusé les inégalités de salaires et favorisé les secteurs « de pointe » au détriment des classes pauvres et rurales du Nord et du Nord-Est mais, également, une nouvelle constitution « démocratique » qui réformerait profondément l'institution monarchique. Cette dernière exigence qui bouscule sans ménagement le trône thaïlandais constitue, incontestablement, un tournant dans l'histoire d'un pays où la personnalité des souverains, quasiment sacrée, a toujours été intouchable. C'est à ce titre, d'ailleurs, que les figures-clés de la monarchie -- à savoir, le roi, la reine, le prince héritier et le régent -- ont toujours été protégées par l'article 112 du Code pénal, violemment décrié dès lors qu'il permet d'emprisonner pour une durée maximale de quinze années, toute personne reconnue coupable de crime de lèse-majesté.

Mais, outre le fait qu'il dispose de pouvoirs exorbitants fortement dénoncés par le mouvement pro-démocratie, Maha Vajiralongkorn Bodindradebayavarangkun, 68 ans, roi de Thaïlande ayant pour nom dynastique Rama X, use d'un comportement carrément provocateur lorsqu'au lieu de se préoccuper du sort de ses sujets à l'heure où le monde entier est ébranlé par la pandémie du nouveau coronavirus, il passe le plus clair de son temps en Allemagne dans un hôtel des Alpes bavaroises à se pavaner au milieu de dizaines de « compagnes ».

Aussi, ce sont des milliers de manifestants qui, ce dimanche, ont, de nouveau marché dans les rues de Bangkok en transportant un cercueil en carton, grandeur nature, sur lequel est inscrit « Va en enfer ! » et à l'intérieur duquel gît un mannequin représentant le Premier ministre Prayut Chan-O-Cha porté au pouvoir en 2014 à la faveur d'un coup d'Etat puis « légitimé » par les élections controversées de l'année dernière. « Nous ne voulons pas renverser la royauté, nous voulons l'adapter à la société » déclarera un étudiant pro-démocratie. Mais, alors qu'ils souhaitent rejoindre le Grand Palais de Bangkok pour remettre au roi des correspondances sollicitant la tenue d'un dialogue portant sur la réforme de l'institution monarchique, les manifestants en ont été empêché par un important déploiement des forces de l'ordre.

Anon Nampa, un des leaders du mouvement pro-démocratie thaïlandais mis en examen pour « sédition » mais récemment libéré sous caution tout comme plusieurs autres têtes d'affiches de la contestation, a formulé, sur son compte Facebook, le souhait que le monarque puisse changer « de comportement une fois pour toutes » et devenir « le roi de tous les peuples ». Il ajoutera : « J'espère que Votre Majesté acceptera le dialogue pour résoudre toutes les crises » que traverse le pays.

Interrogé sur une éventuelle refonte de la monarchie, Rama X qui a répondu qu'il aime « tout le monde de la même manière (et que) la Thaïlande est un terre de compromis » acceptera-t-il de se plier, enfin, aux injonctions de la rue en réformant l'institution monarchique conformément aux espérances de la jeunesse du pays ? Attendons pour voir...

Cisjordanie : Funérailles émouvantes de Saëb Erakat
L'adieu de la Palestine à son négociateur en chef

Les Palestiniens enterrent mercredi leur négociateur chevronné Saëb Erakat, décédé du nouveau coronavirus à 65 ans, à un moment où l'élection de Joe Biden à la Maison Blanche esquisse le timide espoir d'une relance du processus de paix avec Israël.

Le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui souffrait de problèmes pulmonaires, est décédé mardi matin à l'âge de 65 ans dans un hôpital israélien de Jérusalem. Sa dépouille a ensuite été transférée vers un hôpital de Ramallah, en Cisjordanie occupée. Des personnalités politiques palestiniennes, dont le président Mahmoud Abbas et le Premier ministre Mohammed Shtayyeh, lui rendent hommage à la Mouqataa, siège de l'Autorité palestinienne, lors d'une cérémonie militaire qui coïncide avec le 16e anniversaire du décès de Yasser Arafat, leader historique de la cause palestinienne. La dépouille est arrivée dans un cercueil drapé du drapeau palestinien et entouré d'un cortège militaire. Elle



doit être inhumée plus tard à Jéricho, ville de la vallée du Jourdain où le haut dirigeant habitait. Le ministre des Affaires étrangères, Riyad Al-Maliki, a salué une "icône de la cause palestinienne", "un diplomate dans tous les sens du terme, qui respectait tout le monde".

Personnalité politique palestinienne parmi les plus connues à l'étranger, Erakat était le négociateur en chef des Palestiniens et avait participé à de nombreux pourparlers de paix avec Israël, actuellement dans l'im-passe. "La mort de Saëb Erakat marque la fin d'une ère, une ère pendant

laquelle Israéliens et Palestiniens cherchaient à négocier une solution pacifique à leur conflit. Il incarnait cette ère, avec tous ces espoirs et toutes frustrations", a estimé Rob Malley, ancien conseiller des présidents américains Bill Clinton et Barack Obama et aujourd'hui président du centre d'analyse International Crisis Group (ICG), basé à Washington. L'ancienne négociatrice israélienne Tzipi Livni, se disant "attristée", a salué mardi un homme ayant "consacré sa vie à son peuple". Contactés par l'AFP, le président et le Premier ministre israéliens, Reuven Rivlin et Benjamin Netanyahu, n'ont pas commenté le décès d'Erakat. "Ces dernières années, il avait beaucoup de désarroi et d'inquiétudes, comme nous tous", a déclaré à l'AFP Nour Odeh, analyste palestinienne, ayant conseillé le leadership palestinien au début des années 2000. "Comme tous les Palestiniens, il ne fait aucun doute que Saëb se serait réjoui du départ de Donald Trump de la Maison Blanche", a-t-elle affir-

mé. Reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, soutien à la colonisation israélienne en Cisjordanie occupée, parrainage de la normalisation entre Israël et des pays arabes: le président Trump a multiplié durant son mandat les gestes de soutien envers l'Etat hébreu, poussant les Palestiniens à couper tout contact avec son administration. Alors candidat, le démocrate Joe Biden avait indiqué qu'il comptait notamment reprendre les aides financières à destination des Palestiniens, mises à l'arrêt par M. Trump. "Joe Biden n'est pas Donald Trump et nous nous attendons à de la raison et de la civilité à la Maison Blanche", a estimé Mme Odeh. "Il y a un optimisme mesuré selon lequel l'administration Biden sera celle avec qui les Palestiniens pourront dialoguer", a-t-elle ajouté, avant de préciser: "Cela ne veut pas dire qu'on s'attend à ce que cette administration mette un terme au conflit" avec Israël.

Bonne nouvelle pour les investisseurs dans le secteur de l'énergie

L'IRESEN lance un appel à projets « GREEN INNOBOOST 2.0 »

Conformément aux Hautes Orientations de SM le Roi Mohammed VI et dans le cadre de la relance économique et le Ministère de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement, à travers L'Institut de Recherche en Energie Solaire et en Energie Nouvelles « IRESEN », lance un appel à projets « GREEN INNOBOOST 2.0 » qui a pour objet d'accompagner et de financer les investisseurs dans le secteur de l'énergie. Les détails.

■ Par Aya Lankaoui

Dans sa deuxième édition « GREEN INNOBOOST », le programme d'accélération des projets innovants dans le domaine des technologies vertes et soutien à l'industrialisation, se caractérise par une enveloppe globale de 20 Millions de Dirhams dont le but est d'accompagner des équipes de chercheurs, entrepreneurs ou des industriels afin de mettre en œuvre leurs innovations vertes. « GREEN INNOBOOST 2.0 » s'adresse aux porteurs de projets en lien avec des thématiques spécifiques, à savoir l'efficacité énergétique, le solaire photovoltaïque et thermique, la mobilité électrique, le stockage de l'énergie, la digitalisation de l'énergie, l'énergie éolienne, la biomasse, le nexus eau-énergétique et l'énergie marine.

Le programme d'accompagnement

Le programme vise à assurer aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé d'excellentes perspectives qui s'étale sur une durée de 18 mois. Et d'un financement à hauteur de 1,5 million de Dirhams par projet. Les projets sélectionnés auront accès à des plateformes de recherche développées par « l'IRESEN » et à un fort capital humain de plusieurs chercheurs et experts du Maroc et de la diaspora. Les projets sélectionnés bénéficieront également d'un soutien pour produire une série



préindustrielle, protéger leurs propriétés intellectuelles et certifier leurs produits.

Le programme fournit également aux projets un appui, pour la mise en œuvre opérationnelle de leurs innovations, qui se traduit par des stratégies globales. A savoir, estimer le prix de revient industriel des produits, identi-

fier et cibler leur marché potentiel, élaborer leur business model, et démarcher leur première commande. En outre, « GREEN INNOBOOST 2.0 » offre aux projets sélectionnés des opportunités de mise en relation avec de potentiels. Notamment des financeurs, investisseurs, des prestataires et fournisseurs, et des clients au

Maroc et à l'international.

Le programme de financement

Comme indiqué, le programme green propose un financement jusqu'à hauteur de 1,5 million de Dirhams, afin de financer notamment, les équipements, le prototypage et les tests de caractérisation, la certification, les ressources humaines, les formations, et les déplacements.

En contrepartie, « GREEN INNOBOOST 2.0 » exige un pourcentage des bénéfices générés par son innovation à l'égard des projets qu'ont pu réaliser un chiffre d'affaires important à l'issue du programme, afin de permettre par la suite, le financement d'actions de soutien à l'écosystème de l'innovation verte au Maroc ainsi que la pérennisation des plateformes développées par « l'IRESEN » et ses partenaires.

Comment savoir si mon projet peut-être sélectionné ?

Votre projet dispose d'un prototype ou d'une preuve de concept ? Votre consortium est constitué d'au moins un partenaire scientifique marocain et un partenaire industriel marocain ? L'un de ces partenaires est prêt à démontrer son expertise dans le domaine du projet ? Votre projet a un impact environnemental et socio-économique ? Donc, c'est le bon moment pour vous !

Avec une capacité de traitement d'environ 300 millions m³ d'eau Les démarches entamées pour la réalisation de la station de dessalement d'eau de mer à Casablanca

Le ministre de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau, Abdelkader Amara a indiqué, mardi à Rabat, que les démarches ont été entamées pour la réalisation de la plus grande station, à l'échelle continentale, de dessalement de l'eau de mer à Casablanca.

En réponse à une question centrale autour des "mesures entreprises pour remédier à la pénurie d'eau", posée par les groupes de la majorité et de l'opposition à la Chambre des conseillers, M. Amara a affirmé que les démarches et les étapes procédurales ont été entamées pour la réalisation du projet de dessalement de l'eau de mer de la ville de Casablanca, pour une capacité de traitement d'environ 300 millions m³ d'eau, notant que cette station se veut la plus grande au niveau du continent, pour une enveloppe budgétaire moyennant 10

MMDH.

Il a, par ailleurs, expliqué que le projet de dessalement de l'eau de mer de la province de Chtouka Ait Baha a été achevé, outre le renforcement du débit d'une série de stations de dessalement dans les provinces du Sud du Royaume.

M. Amara a aussi affirmé que le gouvernement a veillé, durant cette année, en dépit des circonstances exceptionnelles imposées par la pandémie de la Covid-19, à envoyer des signaux forts pour remédier à la pénurie d'eau, à travers le lancement de cinq grands barrages, notant le parachèvement de la construction de six grands barrages et la programmation de cinq grands barrages pour l'année prochaine, tandis que 14 autres barrages sont en cours de réalisation dans les différentes régions du Royaume.

Il a, aussi, noté le parachèvement des travaux de connexion du système d'eau de Tanger au barrage de Khrofa, de celui d'Agadir aux barrages Aoulouz et Moukhtar Soussi, de celui de Targuist à Al Hoceima, outre la connexion hydraulique entre le nord et le sud de Casablanca, ajoutant que tous ces projets, qui ont connu un retard pendant plusieurs années, ont été réalisés durant l'année en cours.

Il a, d'autre part, précisé que la saison 2019-2020 a connu un manque de pluies de manière inquiétante, puisque le taux des précipitations varient entre environ -5% dans le bassin hydraulique du Loukkos, -67% dans le bassin de Sous-Massa, -50% dans le bassin du Bouregreg et de la Chaouïa et 47% dans le bassin de l'Oum Errabiâ. "Quant aux importations d'eau, le volume total a atteint 4,3 milliards de m³, soit un



déficit de 64%", a-t-il dit.

Le gouvernement dispose d'une vision claire pour dépasser cette problématique liée au déficit d'eau, a fait savoir le ministre, notant que cette vision est basée sur le Programme national d'ap-

visionnement en eau potable et d'irrigation pour la période 2020-2027, pour un coût total de 115,4 MMDH, et sur le Plan stratégique de l'eau (PNE) 2020-2050, pour une enveloppe budgétaire de plus de 380 MMDH.

Les huileries Béni Mellal : L'ABHOER avertit sur les dangers du rejet des margines dans les cours d'eau et les barrages



L'Agence du Bassin Hydraulique de l'Oum Rbia (ABHOER) a averti, mardi, les propriétaires d'huileries sur les dangers du rejet aléatoire des margines dans les cours d'eau et les barrages, ce qui contribue à la pollution

de la nappe phréatique et à la destruction de certains organismes vivants.

L'ABHOER a également appelé les propriétaires d'huileries à s'engager dans les efforts déployés et ce, en évitant de se débarrasser

de manière irresponsable des résidus liés au processus de trituration des olives dans les cours d'eau et dans les nappes phréatiques souterraines, pour protéger l'environnement et préserver les ressources en eau.

Elle a, en outre, plaidé pour la réhabilitation du secteur de la production d'huile d'olive, considéré comme un secteur prometteur en vue de réaliser un développement inclusif et durable, rappelant que l'Agence a intensifié ses efforts pour préserver la qualité de l'eau et réduire les effets négatifs des margines (résultant du processus d'extraction de l'huile d'olive) sur l'environnement en général et sur les ressources en eau en particulier. De ce fait, l'Agence mènera des campagnes de sensibilisation auprès des autorités locales et des parties prenantes, ainsi que des campagnes de contrôle par la police de l'eau

pour prendre les mesures nécessaires à l'encontre des contrevenants conformément à la loi sur l'eau 36-15.

Par ailleurs, et afin de réduire ce phénomène, l'Agence du Bassin Hydraulique de l'Oum Rbia poursuit, comme à l'accoutumée, ses actions coïncidant avec la saison des récoltes et l'extraction de l'huile d'olive, et qui consistent à organiser des campagnes de sensibilisation en coordination avec l'ensemble des parties concernées afin de mettre en évidence l'impact des margines sur les ressources en eau et de proposer des mesures pratiques pour leur traitement.

Ces efforts, qui s'inscrivent le cadre de la stratégie de l'Agence visant à assurer une gestion intégrée et rationnelle, la préservation et le développement des ressources en eau dans sa zone d'action, interviennent en raison du

nombre élevé d'huileries et des problèmes environnementaux survenus à cause du rejet aléatoire des margines dans le milieu naturel, ce qui contribue à la pollution de la nappe phréatique, des cours d'eau et des barrages, entraînant ainsi la destruction de certains organismes vivants, en particulier les poissons et les algues, en raison de la détérioration de la qualité de l'eau.

L'une des actions phares consiste à équiper les huileries en bassins (impermeables) pour évaporer les margines et sécher les résidus d'olive, détaille l'Agence, précisant qu'elle déploie d'importants efforts pour soutenir toutes les initiatives visant à traiter les margines, en réalisant les études nécessaires et en apportant un appui technique ou en contribuant au financement de certains bassins collectifs dans le cadre de partenariats.

En attendant un vaccin

Covid-19: les Etats-Unis enregistrent de nouveaux records

« En attendant l'arrivée d'un vaccin espéré d'ici la fin de l'année, les Etats-Unis battent record sur record du nombre d'infections au coronavirus et un nombre grandissant de pays se reconfinent, telle la Hongrie mercredi. Ayant récemment franchi la barre des 10 millions de cas de Covid-19, la première puissance économique mondiale a comptabilisé 201.961 cas en 24H, selon le comptage mardi à 20H30 (01H30 GMT mercredi) de Johns Hopkins, un chiffre en partie gonflé par des remontées de données du week-end. »

De loin le pays le plus endeuillé par la pandémie, les Etats-Unis ont également déploré plus de 1.500 morts supplémentaires, leur nombre approchant désormais la barre des 240.000. Depuis une semaine, le nombre d'infections quotidiennes au Covid-19 y dépasse régulièrement les 100.000, des niveaux jamais atteints jusqu'ici, et celui des hospitalisations bat lui aussi des records.

Régulièrement minimisée par le président sortant Donald Trump, la pandémie a plongé le pays dans sa pire crise sanitaire depuis la grippe espagnole de 1918.

Son rival démocrate, le président élu Joe Biden, a dressé en début de semaine les contours de son plan de lutte contre l'épidémie, dont il a fait la priorité numéro un de son futur mandat. Il a dévoilé lundi le nom des membres de la cellule de crise consacrée à oeuvrer sur le sujet, dès son entrée à la Maison Blanche, prévue le 20 janvier.

Le pays s'accroche aussi à l'annonce faite lundi par les laboratoires Pfizer et BioNTech d'un vaccin "efficace à 90%" contre le Covid-19.

Le gouvernement américain, sous l'impulsion du président Trump, a signé un contrat de 1,95 milliard de dollars avec Pfizer pour la livraison de 100 millions de doses, si jamais le vaccin était approuvé. Il espère commencer à vacciner les



personnes vulnérables avant la fin de l'année.

Pfizer a prévu de déposer une demande d'autorisation à l'Agence américaine des médicaments (FDA), à condition que l'innocuité du vaccin soit confirmée, d'ici la semaine prochaine. La distribution ne serait plus qu'une question de "semaines", a assuré Alex Azar, secrétaire américain à la Santé.

De son côté, l'Union européenne a annoncé mardi qu'elle allait signer un

contrat "dans les prochains jours" pour acheter jusqu'à 300 millions de doses du vaccin contre le Covid de l'américain Pfizer et l'allemand BioNTech.

L'UE estime qu'un vaccin pourrait être autorisé "début 2021", selon une source européenne. En attendant, les pays européens multiplient les restrictions pour enrayer la deuxième vague.

Dernière en date après la France, l'Angleterre et plusieurs autres, la Hongrie impose depuis mercredi un confinement

partiel censé durer au minimum 30 jours: les rassemblements sont désormais interdits, les restaurants fermés, les événements culturels et de loisirs annulés et le couvre-feu étendu de 20H00 à 05H00. "Je suis d'accord avec toutes les mesures, mais tout est allé si vite avec juste quelques heures de préavis", confiait à l'AFP Maria Backsai, une retraitée, dûment masquée, rencontrée mercredi dans une rue de Budapest. Dans les heures précédant la fermeture,

clients et employés s'imaginaient une vie sans bar pendant un mois.

"Nous ferons des excursions ou ce genre de choses plutôt que d'aller au pub", expliquait un étudiant de 22 ans, Lorinc Fritz. Serveur au bistro Bem Buffet, Szabolcs Szele disait, lui, être en quête d'un nouvel emploi: "Si je n'en trouve pas, je devrai vivre de l'aide de mes amis ou de ma famille".

Avant même l'affermissement de l'accord préliminaire conclu début septembre avec BioNTech et Pfizer, l'UE a déjà signé trois contrats pour précommander d'éventuels vaccins: avec le suédo-britannique AstraZeneca et l'américain Johnson & Johnson (jusqu'à 400 millions de doses auprès de chacun), ainsi qu'avec le duo franco-britannique Sanofi-GSK (jusqu'à 300 millions de doses).

D'autres pays --Japon, Canada, Royaume-Uni...-- ont également passé commande auprès de Pfizer. Et les ONG s'inquiètent depuis des mois de la monopolisation des doses par les pays riches.

"Le vaccin sera efficace à 0% pour les personnes qui n'ont pas les moyens d'y accéder", a réagi Robin Guitard, porte-parole d'Oxfam France.

Jusqu'ici l'un des rares pays au monde à avoir été préservé de la pandémie, l'archipel du Vanuatu a annoncé mercredi son premier cas de coronavirus, un jeune homme revenu récemment des Etats-Unis.

« MEDays Talks » : des panélistes internationaux examinent les pistes d'évolution post Covid-19

Des panélistes internationaux ont examiné, mardi lors de la 2ème web-session des "MEDays Talks", les différentes pistes à exploiter à long terme pour permettre aux pays d'évoluer et de réaliser un bond qualitatif durant l'étape post Covid-19.

Lors de cette rencontre, modérée par le directeur général de Sahara Wind, Khalid Benhamou et placée sous le thème "Post Covid-19: le jour d'après, vraiment ?", l'ancien Premier ministre de Belgique et secrétaire général de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), Yves Leterme, a indiqué qu'un changement fondamental a été enregistré dans l'évaluation de la situation sanitaire avec l'annonce de la mise au point d'un vaccin contre le coronavirus par la firme Pfizer.

"C'est une annonce qui donne beaucoup d'espoir et du courage, reste à savoir ce que cela signifie en termes de disponibilité du vaccin et de capacité à atteindre un accès généralisé auprès de l'ensemble de la population mondiale", a-t-il dit, notant que cette opération nécessite le déploiement d'un effort logistique assez impressionnant.

S'agissant de la phase post Covid-19, il a fait savoir que le renforcement de la situation économique actuelle pour reprendre la voie de la croissance demeure tributaire de deux éléments cruciaux, à savoir le regain de confiance auprès des consommateurs, des

investisseurs et de tous les opérateurs économiques, ainsi que le regain de productivité.

Pour sa part, l'ancien Premier ministre haïtien, Laurent Lamothe, a précisé que malgré les problèmes économiques engendrés par la pandémie, "il y a eu globalement un rapprochement des populations et des communautés d'affaires", notant que grâce à la technologie, les leaders économiques et politiques peuvent communiquer sans se déplacer, créant ainsi une meilleure fluidité des affaires et une rapidité dans les contacts et les échanges, ce qui aura, selon lui, certainement un impact positif sur les économies des pays à court, moyen et long terme.

Il a, par ailleurs, mis l'accent sur le rôle des opérateurs de télécommunication qui ont enregistré davantage de bénéfices lors de cette crise sanitaire, soulignant l'importance que ces sociétés investissent dans leurs réseaux pour offrir des services de qualité à même de soutenir "le tsunami de data" enregistré lors de cette pandémie.

Dans la même veine, le vice-chancelier et directeur de l'Université de Bedfordshire et ancien ministre d'Etat aux affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Bill Rammell, a évoqué l'intérêt de capitaliser sur le pouvoir de l'Internet et les acquis enregistrés lors de la pandémie en termes d'interactions en ligne, de communication, de rencontres et de



web conférences, afin d'aller de l'avant durant la phase post Covid-19.

Il a, en outre, expliqué que les 3ème et 4ème trimestres de l'année en cours connaîtront une certaine relance économique qui se poursuivra en 2021, notant cependant qu'une grande partie de la croissance économique dépendra du vaccin, dont l'échéancier demeure inconnu, ce qui fait qu'une réelle reprise de l'économie mondiale prendra probablement des années. De son côté, le président du Killowen Group et conseiller principal de "The Atlantic Council",

Harlan Ullman, a fait savoir que le vaccin de la firme Pfizer est "extrêmement important", relevant néanmoins deux facteurs cruciaux à prendre en compte, à savoir la production et la distribution.

En effet, pour M. Ullman, la pandémie pourra être dépassée grâce au vaccin, s'il s'avère efficace, mais uniquement si l'on arrive à relever le défi de la production, qui implique des milliards de doses, ainsi que celui de la distribution, qui requiert une manipulation spécifique, notamment en termes de conservation.

Organisés par l'Institut Amadeus, les "MEDays Talks", placés sous le thème "Dans le sillage de la Covid-19: Ripostes, reprise et disruption", se tiennent du 10 au 17 novembre en format virtuel à raison de deux panels par jour, et connaissent à l'instar du "Forum MEDays", la participation de personnalités internationales de renom, qui prendront part à des discussions et des débats sur les grands sujets d'actualité.

A l'image des sujets traditionnels du "Forum MEDays", le continent africain sera l'élément central des discussions des "MEDays Talks", une occasion devant permettre d'explorer les opportunités qui s'offrent à l'Afrique post-Covid, aux leçons à en retenir, à l'importance de la technologie digitale dans le développement économique et social du continent, sans oublier le rôle crucial des partenariats Sud-Sud pour les pays en développement.

Londres sacrée meilleure ville au monde pour l'année 2021

La capitale britannique a été choisie meilleure ville au monde au titre de l'année 2021 dans le classement annuel des meilleures métropoles réalisé par le cabinet de conseil international, "Resonance Consultancy".

Londres a pris la première place pour la cinquième année consécutive, grâce à sa culture, sa vie nocturne, son art culinaire et la qualité de la restauration qui a pivoté de "manière créative en 2020", ainsi que la qualité de son air "rafraîchi"

par la multitude de parcs et de paysages verts qu'elle abrite, outre son héritage historique et ses attractions touristiques diversifiées. Ce classement met en compétition les villes de plus d'un million d'habitants selon six grands critères touristiques, à savoir : "lieu, Produit, Personnes, Prospérité, Programmation et Promotion".

Les facteurs étudiés comprennent également les conditions météorologiques, comme la sécurité, le nombre de parcs,

les musées et les attractions touristiques, la diversité, la présence de grandes entreprises mondiales, ainsi que le nombre de "hashtags sur Instagram et des check-ins sur Facebook".

Cette année, de nouveaux facteurs tels que les taux de chômage, les revenus et le taux d'infection au Covid-19, notamment en juillet 2020 ont également été pris en compte.

"Nos villes ont connu une période difficile cette année. Les théâtres se sont

vidés, les restaurants animés ont été fermés et les habitants sont restés chez eux plus que jamais. Mais il reste encore beaucoup à célébrer, comme le prouve ce nouveau classement des 100 meilleures villes de la planète", a commenté le P-DG de Resonance Consultancy, Chris Fair.

"Les choses peuvent paraître sombres pour les villes maintenant, mais elles survivront, et certaines prospéreront même!", a-t-il ajouté.

Ce classement place New York en 2ème position pour sa culture, son sens de l'invention et sa résilience, Paris en 3è place pour ses "infrastructures durables en constante amélioration", Moscou au quatrième rang grâce à ses musées et attractions, tandis que Tokyo s'est réservé la cinquième place pour sa qualité de vie et "sa persévérance face aux défis cette année". Dans le top 10 figurent aussi Dubaï, Singapour, Barcelone, Los Angeles et Madrid.

Entretien avec Mariem Azizi

L'amour de la musique et le besoin de dialoguer avec les philosophes

Universitaire spécialisée en sciences du langage et chroniqueuse musique au sein de Qantara, magazine de l'Institut du Monde arabe de Paris, Mariem Azizi s'est consacrée depuis l'âge de 11 ans à l'apprentissage de la musique arabe classique et andalouse au lycée pilote des arts et au conservatoire de Tunis. Elle est l'élève de Yousra Dhahbi nommée «La reine du luth arabe». Auteure compositrice, elle s'est produite au oud et au chant en France, en Tunisie et en Chine dans plusieurs festivals de musiques du monde. Bonne lecture.

■ Par Noureddine Mhakkak

Que représente les Arts et les Lettres pour vous?

Deux domaines où l'expression élève l'homme de sa condition d'animal pour toucher au divin.

Que représente l'écriture pour vous ?

Je pratique l'écriture en tant que chercheuse. C'est la traduction de mes réflexions. Elle fait partie de mon quotidien et est une composante de ma vie qui brille par son indispensabilité, c'est mon oxygène... Comme un espace-temps où je me réalise intellectuellement.

Parlez-nous des villes que vous avez visitées et qui ont laissé une remarquable trace dans votre parcours artistique.

J'ai un rapport très musical avec les pays et les villes puisque le désir d'aller rencontrer une ville vient d'abord de mon engouement pour sa culture et plus spécifiquement son patrimoine musical. Donc c'est la tradition musicale qui aiguise ma curiosité de découvrir là où elle est née et non l'inverse. Istanbul et la Crète m'ont marquée. Je suis luthiste avec une particulière admiration pour la musique turque qu'elle soit classique ottomane ou rurale kurde. À mes yeux, elle déborde de spiritualité dont je suis souvent demandeuse. La Grèce et plus particulièrement, la Crète m'a accueillie dans le cadre d'un stage avec le grand maître du oud Naseer Shamma et sous la houlette de Ross Daly fondateur de ce concept. J'étais la seule luthiste femme au milieu de confrères venant des quatre coins du monde. Ce fut une expérience inouïe et fort chargée en émotion. Durant les dix jours du stage, dans un village crétois niché au fin fond de la montagne, on pratiquait huit par jour et le reste de la soirée notre meilleur moyen de parler n'était plus l'anglais mais la musique. Je peux vous dire que ce langage a été plus efficace que la parole. Et c'est là que je me suis dit la musique est un langage universel et détenir entre ses mains ce pouvoir est en soi une merveille. Passionnée d'histoire et notamment l'histoire culturelle des peuples, c'est tout naturellement que je me suis orientée vers la musique du monde comme style. Mais cela n'empêche pas d'oser une ouverture vers le jazz qui de par ses caractéristiques est le genre adéquat pour rafraîchir des mélod-



dies oubliées.

Que représente la beauté pour vous ?

La beauté, pour moi, je ne la vois pas, je la vis, je la ressens... C'est quelque chose que je reçois sensoriellement mais qui a le pouvoir de me libérer du diktat du hic et nunc et de m'arracher de la routine du quotidien. Je me sens vivante à travers la beauté. Ce n'est donc pas la beauté en soi qui importe mais la magie qu'elle exerce sur nous.

Parlez-nous des livres que vous avez déjà lus et qui ont marqué vos pensées.

Comme le oud, j'ai fait du livre mon compagnon depuis mon jeune âge et ce compagnon a prouvé plus d'une fois qu'il était le meilleur des compagnons. À commencer par ma rencontre précoce avec Marcel Proust : j'ai lu d'une seule traite À la recherche du temps perdu l'été de mes 17 ans. Sa phrase fleuve m'a

tout de suite happée pour se déteindre sur mon écriture. Au lycée, le professeur m'enjoignait souvent de simplifier les phrases de mes dissertations. Je ne lisais pas que des romans, j'avais ce besoin de dialoguer avec les philosophes pour confronter mes réflexions à leurs. Et jusqu'à aujourd'hui je bénis le jour où ma main a fortuitement tiré des rayons de la médiathèque de l'institut français, Le jardin imparfait de Tzvetan Todorov, un véritable plaidoyer pour l'humanisme!

Le parcours académique et culturel de Mariem Azizi

On peut le présenter de cette façon-là sans préciser les dates:

- Thèse de doctorat en Sciences du langage, Université de Lorraine.
- Titre : Le faire transformatif dans trois adaptations de La Recherche du temps perdu de Marcel Proust. Analyse contrastive, sous la direction de M. Driss Ablali.
- Master 2 Recherche Cinéma et audiovisuel, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle.
- Titre : La Captive de Chantal Akerman : une vision de l'univers proustien à partir de La prisonnière de

- Marcel Proust, sous la direction de Mme Marie-Thérèse Journot.
- DEA Littérature et civilisation françaises, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle.
- Titre : Le portrait d'exilé dans les épîtres de Clément Marot, sous la direction de M. Michel Magnien.
- Maîtrise en langue et littérature françaises. Faculté des Lettres et des Arts de la Manouba. Tunisie/Bourse d'excellence pour une inscription en 3ème cycle (4ans)
- Titre : L'expression de l'indétermination dans les travaux de la mer de Victor Hugo sous la direction

- de Mme. Boutheina Ayadi. Mention Assez Bien.
- Major de promotion Juin 2004. Bourse d'excellence.
- Enseignante-chercheuse (grade Maître-assistante) à l'Institut supérieur des langues de Tunis-Université de Carthage.
- Enseignante-chercheuse (grade : assistante) permanente en langue, littérature et civilisation françaises à l'institut des études appliquées en Humanité de Zaghuan/Université de Tunis. (Lauréate du concours national)
- Chargé de cours, Université Paris 3 Sorbonne.
- * Voici une interview avec elle.

Festival d'Alexandrie du film méditerranéen

Le réalisateur Daoud Oulad Sayed honoré



Le réalisateur cinématographique et photographe marocain, Daoud Oulad Sayed, a été honoré mardi en marge des activités de la 36ème édition du Festival international d'Alexandrie du film méditerranéen.

A cette occasion, un séminaire a été organisé pour mettre en lumière le cinéma marocain et le riche parcours artistique de Daoud Oulad Sayed, avec la participation du directeur du festival, Amir Abada, et d'un parterre de cinéastes et d'artistes de différentes nationalités.

Les mots prononcés lors de l'événement ont unanimement souligné que Oulad Sayed est l'un des plus grands metteurs en scène dans le monde arabe actuellement, mettant en avant le "grand succès" de ses œuvres, qu'il s'agisse de longs métrages ou de documentaires. Daoud Oulad Sayed est un photographe et réalisateur de talent qui a laissé sa marque dans le monde de l'art, ont déclaré les intervenants, rappelant que ses films ont remporté de nombreux prix locaux et internationaux.

Le séminaire a également mis l'accent sur l'essor du cinéma marocain au cours des dernières années, et sa forte présence dans les festivals arabes et internationaux grâce au fort soutien de l'Etat à l'art et à la culture.

Le réalisateur marocain a exprimé sa gratitude pour ce geste du Festival international d'Alexandrie, considérant cette nouvelle distinction comme une autre responsabilité et une motivation pour continuer à diffuser les valeurs de l'art et du cinéma, ainsi que les valeurs d'amour et d'amitié qui unissent les artistes marocains et leurs homologues égyptiens.

Il a également exprimé sa reconnaissance et sa gratitude au président du festival, et à son directeur artistique, Assa Zakaria, relevant que le Festival international d'Alexandrie est l'un des événements les plus réussis au niveau régional et international.

En évoquant le succès et le développement remarquable du cinéma marocain, Oulad Sayed a attribué cette réussite au grand soutien de l'État au secteur et à la politique

adoptée par le Maroc en matière d'art et de culture.

Le réalisateur marocain Daoud Oulad Sayed est parmi les membres du jury du Festival international d'Alexandrie du film méditerranéen, présidé par la cinéaste égyptienne Inass Deghidi. Le jury est composé également de l'écrivain et producteur italien Marc Serena et des actrices italiennes Marzia Tedeschi et Angélique Kafalari. Le Maroc est représenté à la compétition officielle du festival par le film "The punch" du jeune réalisateur Mohamed Amine Mouna qui débarque à Alexandrie avec son premier long-métrage après plusieurs courts-métrages et séries télévisées. "The Punch" avait reçu les prix du montage et de la musique authentique lors de la 21ème édition du film national de Tanger. Il relate l'histoire de Rabii, un jeune chômeur issu d'un milieu défavorable, qui rencontre Mustapha, un ancien boxeur raté à cause de sa dépendance à l'alcool. Mustapha essaye de convaincre Rabii pour devenir une légende de la boxe.

Nouvelle publication

Parcours et réalisations de l'IRCAM

« L'Institut royal de la culture amazighe (IRCAM) a publié récemment un beau livre intitulé "L'Institut royal de la culture amazighe : parcours et réalisations", édité en langues arabe et amazighe. Cette nouvelle publication met en évidence le rôle de l'IRCAM en matière de valorisation et de rayonnement de la langue et de la culture amazighe, deux composantes fondamentales de l'identité nationale, indique, mardi, un communiqué de l'IRCAM. »



S'étalant sur 294 pages de grand format, ce beau livre passe en revue l'ensemble des accomplissements de l'Institut depuis sa création en octobre 2001. La publication expose le bilan des réalisations majeures accumulées par l'IRCAM dans les domaines de la recherche sur la langue amazighe, de l'histoire, de l'environnement, de la littérature, des arts, des études anthropologiques et sociologiques, de l'éducation, de la didactique, de

la traduction, de l'édition et des médias, outre les nouvelles technologies d'information et de communication.

Quatrième d'une série de beaux livres édités par l'Institut, cette publication est préfacée par le doyen de l'Institut, Ahmed Boukous, et touche à des thèmes axés sur "L'Institut : un établissement dédié à la promotion de la culture amazighe", "Les mécanismes de gouvernance, de gestion, d'ouver-

ture et de communication", "Deux décennies de recherche pour asseoir une langue amazighe standard", "La contribution de l'Institut en matière de mise en œuvre de l'enseignement de l'Amazigh" et "L'Institut et l'essor des expressions littéraires et artistiques".

Les axes de ce livre se répartissent entre les dimensions historiques et environnementales de la culture amazighe; les contributions de l'Institut dans le domaine des sciences sociales; l'édition, la

documentation et la traduction au sein de l'Institut; et l'intégration de l'amazigh dans les technologies de l'information et de la communication. Ce beau livre documentaire réserve un espace de choix aux photographies du personnel et de responsables de l'Institut depuis sa création, ainsi que des photos du bâtiment de l'IRCAM qui se distingue par son architecture moderne inspirée d'éléments de la culture amazighe, relève le communiqué.

Rachid El Guenaoui créateur de mode

«Med'it wear» : une passion guidée la persévérance

C'est un signe de persévérance, de combat afin d'aller jusqu'au bout de ses rêves. Natifs de Fumel Rachid El Guenaoui et son épouse Khadija ont créé en 2004, la marque de vêtements sportswear «Med'it wear». Ainsi, la passion pour la mode et le sport ont guidé ce couple d'origine marocaine à concrétiser leur rêve en voyant leur marque briller de mille feux dans les cieux de la mode. «C'est un véritable parcours du combattant que nous avons dû suivre mais c'est une aventure exaltante qui a exigé beaucoup de travail et qui commence à porter ses fruits.», a fait savoir Rachid El Guenaoui. Par ailleurs, la marque «Med'it wear», mélange des produits issus du sportswear avec des coupes plus clas-



siques, appartenant à d'autres genres, parfois issus de l'univers des marques de luxe.

En effet, il y a une volonté d'être à la fois dans les valeurs et dans la recherche d'élégance. Car, elle veut incarner la liberté, le



respect, la méditation et la passion sportive, précisent ses créateurs. Ces derniers veulent aussi nous rappeler que dans la marque

«Med'it wear» le mot Méditerranée une présence assez importante. Un clin d'œil également aux origines...

En outre, Rachid El Guenaoui, fondateur de «Med'it wear», a été finaliste d'un concours sur les porteurs de projets marocains vivants en Europe à savoir «Challengers Europe 2006», lancé par la télévision Marocaine "2M". Aujourd'hui la marque de vêtements sportswear habille des joueurs des Girondins de Bordeaux comme Marouane Chamakh, Rio Mavuba (Lille OSC), Kodjo Afanou et Ted Lavie (AS Cannes, National). On retrouve également «Med'it wear» dans l'athlétisme avec trois de ses grands représentants dont Eric Dubus, Ismail Sghyr et Eunice Barber, ainsi que dans le monde du rugby avec Djilil Narjissi du SU Agen, Rugby TOP 14.

Soufiane El Khalidy signe son premier livre «Riffs of A Moroccan Rebel»



Soufiane El Khalidy, jeune acteur et réalisateur international Marocain, signe son premier livre «Riffs of A Moroccan Rebel» avec les éditions Amalthée.

Sortie prévue courant 2021 au Maroc, en France, en Canada aux Etats Unis et le reste du monde en version papier et en ligne via Amalthée et son partenaire de distributions Hachette, le premier livre "

Riffs of a Moroccan Rebel", parlera de l'enfance du jeune acteur à Agadir, la mort de ses meilleurs amis, et sa vie d'étudiant à Al Akhawayn, aux Etats Unis, en France et en Espagne, les tournages à Hollywood en tant qu'acteur, les festivals, le racisme dans l'industrie du cinéma, son regard sur les sociétés Marocaine, Américaine ainsi que le reste du monde...

En effet, à partir de 2020, le jeune cinéaste



et comédien international, Soufiane El Khalidy tournera le nouvel opus de la franchise allemande "Ziefahnder 3", jouant le rôle du charismatique commandant des

forces spéciales marocaines. Il incarnait auparavant l'ange Redwan sur le nouveau film de science-fiction "Riley Parra: Better Angels", produit par Tello Films et basé sur l'émission de télévision nominée Primetime Emmy du même nom.

Soufiane El Khalidy a notamment travaillé avec le célèbre artiste de CGI hollywoodien, Aaron Weldon sur la publicité "Heroic Girl", pour la campagne nationale américaine "Al Anon" contre l'alcoolisme, où il a joué le rôle principal d'un père alcoolique. De plus, Soufiane a joué un artiste Hip Hop inspirant dans la dramatique de Brian Hooks "Project Hollywood" avec Kobe Randolph et les légendes de la musique, Jay Z et Kanye West. D'autre part, Soufiane El Khalidy est également connu pour son physique dans les films d'action. Dans le long métrage "Shockwave: Countdown to Disaster", il incarne le personnage du jeune activiste et aussi un officier du SWAT dans le film de science-fiction hollywoodien "Stray" avec Karen Fukuhara (Suicide Squad), Takayo Fischer (Pirates des Caraïbes, Moneyball) et Christine Woods (Hello Ladies).

En 2018, il est répertorié par le magazine MoodMag comme l'un des 5 meilleurs talents cinématographiques nés en Afrique

et au Maroc, aux côtés de stars internationales, Gad El Maleh et Saïd Taghmaoui. En 2018 et en 2020, Soufiane a été classé juste derrière le producteur Redone, consécutivement 4ème et 5ème artiste marocain la plus populaire au monde selon le magazine cinématographique russe, Kinopoisk. Il a également été qualifié de marocain aux multiples talents à Hollywood par la télévision nationale 2m et les médias tels que Yabiladi, l'Opinion, et 212.info.

Soufiane El Khalidy a également été présent sur la 8ème saison de "NCIS: L.A." sous le nom de Sayid Yratti. Par ailleurs, Soufiane est l'un des acteurs majeurs du film "Gulag Magadan", produit par Celtic Films. Entre 2016 et 2020, Soufiane a participé à 60 productions internationales, dont des films hollywoodiens, des publicités, des séries Web, des clips musicaux pour des légendes du rock (Black Rebel Motorcycle Club, Train, OK Rock) et des émissions de télévision, à la fois en tant qu'acteur / cascadeur et membre des services de production. Suite à ses récents succès, Soufiane a été admis comme membre de la British Equity Association (BAEA). De plus, il a été invité à passer les auditions préliminaires de l'Actors Studio à New York en 2017, afin d'en devenir membre permanent.

L'AMPS propose une présence réglementée des journalistes sportifs dans les stades

Le bureau exécutif de l'Association marocaine de la presse sportive (AMPS) a suggéré, lors de sa dernière réunion tenue par visioconférence, une présence réglementée des journalistes sportifs dans les stades lors de la prochaine saison de football.

A cet égard, l'AMPS souligne dans un communiqué qu'elle s'attend à une invitation de la part de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) et de la Ligue nationale de football professionnel (LNFP) pour tenir une réunion qui devrait être consacrée à l'évaluation et à la relance de la charte exceptionnelle des médias afin de garantir une présence réglementée des journalistes sportifs et photographes, lors de la prochaine saison de football.

L'AMPS rappelle en ce sens la charte exceptionnelle des médias élaborée par la FRMF pour gérer cette période particulière en application des recommandations du Comité de veille, indique le communiqué, notant que l'association a contribué à l'examen et à l'approbation de cette charte pour laquelle elle a proposé un ensemble d'observations qui ont été prises en considération.

Considérant que les journalistes et photographes sportifs ont terminé la saison dans le strict respect des dispositions de cette charte avec toutes les conséquences économiques et sociales que cela a engendré, les membres du bureau exécutif expriment leur préoccupation quant à la détérioration de la situation de cette catégorie, dont certains membres ont perdu leur emploi.

D'autre part, les membres du bureau exécutif se sont également arrêtés sur la situation épidémiologique inquiétante qui a provoqué la perturbation l'activité

de l'Association, ce qui a empêché la mise en œuvre de plusieurs de ses initiatives et chantiers qui étaient prévus au cours de cette année. En dépit de cette situation exceptionnelle, l'AMPS a lancé un ensemble de webinaires supervisés par des experts et des chercheurs notamment sur "la gouvernance du sport" et "les cas de force majeure dans le domaine sportif", ainsi que la participation de son président à deux autres visioconférences organisées par l'Association internationale de la presse sportive (AIPS), selon la même source. La réunion a également été l'occasion d'évoquer l'assemblée générale électorale de l'AMPS qui devait se tenir début

cette année mais reportée en raison de la pandémie, fait savoir le communiqué, notant que l'association s'appropriait également à lancer un atelier auquel devait participer les responsables des services sportifs des différents médias affiliés à l'association, afin de développer une stratégie d'action pour le journalisme sportif à la lumière des défis de la mondialisation, des technologies de la communication et des enjeux du développement.

Dans le cadre de cette conjoncture, il a été décidé d'approfondir la réflexion et la discussion entre les membres du bureau exécutif, afin de parvenir à la meilleure formule possible pour la tenue de l'assemblée générale en réunissant toutes les conditions pour la réussite de cet événement, ajoute-t-on.

Ouvrant cette réunion, le président de l'AMPS, Badreddine Idrissi, a salué la mémoire de deux figures de proue du journalisme sportif qui viennent de tirer leur révérence, en l'occurrence Driss Ouhab (2M) et Mohamed Sibari (Al-Alam).



Hamza Maimon, le Lion qui fait le bonheur de Palma Futsal

■ Omar EL Mrabet

Champion d'Afrique de futsal avec le Maroc, Hamza Maimon confirme son talent comme l'un des joueurs les plus réguliers du meilleur championnat de futsal au Monde et fait les beaux jours de son équipe Palma Futsal, basée à l'Île de Majorque. L'international marocain, qui disputera sa troisième saison avec l'équipe espagnole, est devenu l'un des joueurs incontournables dans les schémas de l'entraîneur Antonio Vadillo grâce à sa discipline, sa régularité et sa contribution à la fois en défense et en attaque.

Auteur de quatre buts la saison dernière, atypique en raison du coronavirus, l'international marocain souligne que son transfert à Palma Futsal est une "étape importante" dans sa carrière professionnelle puisqu'il s'agit d'une équipe "exigeante qui veut se battre pour de belles choses".

"Nous sommes une équipe ambitieuse qui travaille dur pour améliorer son niveau afin d'augmenter sa compétitivité et gagner des titres. L'objectif n'est rien d'autre que jouer sur les premières places du classement en Liga et aller loin en Coupe du Roi", a confié Hamza dans une interview à la MAP.

"Palma est une équipe qui se développe chaque année pour côtoyer les grands rivaux de la meilleure ligue du monde", a-t-il insisté.

A ses 29 ans, Hamza se dit "très fier" de défendre les couleurs de l'équipe nationale et surtout "très honoré" d'avoir participé avec ses collègues au sacre africain à Laâyoune en février dernier, le deuxième du Maroc après celui remporté en Afrique du Sud en 2016.

"La sélection marocaine dispose de joueurs talentueux qui peuvent faire la différence à chaque moment de la rencontre à l'instar de ce qui s'est passé lors de la dernière coupe d'Afrique", a relevé Hamza, assurant que la solidarité, la discipline et la volonté de l'ensemble des composantes de l'équipe nationale, en plus du savoir-faire de l'entraîneur Hicham Dguig, ont permis au Maroc de remporter le titre africain.



"Le mélange entre les joueurs locaux et ceux évoluant à l'étranger a donné lieu à une équipe solide en défense et généreuse en attaque", a poursuivi l'international marocain, engagé dans des négociations pour prolonger son contrat avec Palma Futsal. Pour Hamza, cette génération de joueurs est en mesure de présenter une belle prestation lors de la prochaine édition de la coupe du monde de la discipline.

Initialement prévue du 12 septembre au 4 octobre 2020 en Lituanie, la neuvième édition de la Coupe du monde de futsal se tiendra du 12 septembre au 3 octobre 2021 à cause de la pandémie de Covid-19.

"Après les deux premières participations en Thaïlande en 2012 et en Colombie en 2016, le Maroc a gagné en expérience et en maturité pour signer un bon parcours lors de la prochaine édition de cet événement planétaire", a fait observer Hamza, mettant l'accent sur l'importance de faire preuve d'un esprit professionnel pour se battre contre des équipes de haut niveau.

Les matchs de préparation programmés avant ce rendez-vous international contre de grandes équipes seront un bon test pour mesurer les capacités de la sélection nationale, a-t-il enchaîné.

"Nous allons défendre nos chances avec toutes nos armes et avec l'enthousiasme du public marocain qui encourage toujours sa sélection comme c'était le cas à Laâyoune lors de la dernière coupe d'Afrique", a conclu l'international marocain.

Marche Verte

Inauguration d'un terrain de sport et lancement du projet de reconstruction d'un centre de santé à Ouarzazate



Un terrain de sport a été inauguré et un projet de reconstruction d'un centre de santé a été lancé, lundi à Ouarzazate, à l'occasion de la célébration du 45ème anniversaire de la glorieuse Marche Verte.

Ainsi, le gouverneur de la province de Ouarzazate, Abderrazak Al Mansouri, a procédé à l'inauguration d'un terrain de sport au quartier Ait Guedif, réalisé, dans le cadre d'un partenariat entre l'Initiative Nationale pour le Développement humain (INDH) et la commune de Ouarzazate, grâce à une enveloppe budgétaire de 3.960.720 de Dirhams.

Au quartier "Al Moukawama" à Ouarzazate, il a été procédé au lancement des travaux de reconstruction du centre de santé urbain "Douar Chems", un projet qui sera réalisé par le ministère de la Santé, en collaboration avec la commune de Ouarzazate. Ce projet, dont la durée de réalisation prévue est de 12 mois, mobilisera un investissement global de l'ordre de 2.323.304 de Dirhams.

Par la même occasion, des projets de construction de deux complexes socio-sportifs de proximité et d'un complexe omnisports dans la ville de Ouarzazate ont été présentés au gouverneur de la province et à la délégation l'accompagnant.

Il s'agit de deux complexes socio-sportifs de proximité prévus dans les quartiers "Fedragoum" et "Isfoutalil", ainsi que d'un complexe omnisports au quartier "Al Qods".

Plusieurs projets socio-économiques ont été lancés ou inaugurés, dimanche dans la province de Ouarzazate, à l'occasion de la célébration du 45ème anniversaire de la Marche verte, dans le but de donner un nouvel élan à la dynamique de développement en cours au niveau provincial.

Commémoration du 45ème anniversaire de la Marche Verte «Tanger-Lagouira», premier défi sportif virtuel !

GC Sport a annoncé le lancement du premier challenge sportif virtuel "Tanger Lagouira", en partenariat avec la Marocaine des jeux et des sports (MDJS), et ce en commémoration du 45ème anniversaire de la Marche Verte.

Le challenge virtuel de Tanger à Lagouira est un défi à vocation sportive, culturelle et patriotique, créé par des Marocains pour tous les Marocains, a souligné GC Sports, agence marocaine spécialisée dans le sport et le divertissement, dans un communiqué.

Pour relever ce challenge, GC Sports, en partenariat avec la MDJS, a développé une application gratuite "Gymflix" pour connecter et fédérer les Marocains autour d'un même challenge, à la fois patriotique et sportif. Cette application permettra "aux utilisateurs de convertir les calories qu'ils ont brûlées lors de toutes leurs activités sportives, à la salle de sport, au football, au yoga, ou via toute autre pratique en distance parcourue symboliquement sur un circuit virtuel reliant Tanger à



Lagouira", a précisé la même source. Les organisateurs de ce challenge, qui font aussi de la santé physique et mentale le cœur de ce défi, invitent toute la population à s'inscrire, quelque soit le niveau sportif ou l'activité pratiquée, à savoir, femmes, hommes, jeunes et moins jeunes, personnes à mobilité réduite, ... "Ce challenge débutera le 6 novembre, date de commémoration de la Marche Verte, par une première phase d'inscriptions, suivie par le lancement de la course le 21 novembre. Les Marocains du monde

entier pourront s'engager pour leur pays à travers le sport et grâce au digital", a déclaré Othmane Ibn Ghazala, cofondateur de l'application.

Pour sa part, la MDJS a indiqué que ce projet innovant porte une cause noble et patriotique et s'inscrit parfaitement dans la vocation de la MDJS en tant que premier partenaire du sport national.

"Faire le lien entre notre histoire, la pratique sportive et la valorisation de notre patrimoine culturel concorde parfaitement avec notre

ADN", a affirmé, de son côté, Rhita Lahlou, Directrice de la Communication de la MDJS.

L'application GYMFLIX, disponible sur Google Play et Apple store, permettra aux sportifs de se localiser sur les parcours, apprécier leur progression, suivre leur classement, celui de leur équipe ou des autres participants et fixer leurs prochains objectifs pour atteindre la destination finale.

Les participants auront un mois pour parcourir virtuellement les 2300 km séparant Tanger de Lagouira, réellement convertie par GYMFLIX à seulement 135 km au total pour compléter le challenge, qui reste une distance importante mais réalisable dans le cadre de cette aventure.

Le défi virtuel Tanger-Lagouira se veut être une expérience sportive et culturelle en proposant aux Marocains d'ici et d'ailleurs de découvrir les sites touristiques, historiques et naturels qu'ils traverseront via l'application, conclut le communiqué.

Futsal World Ranking

Les Lions de l'Atlas en tête des sélections africaines

La sélection marocaine de futsal grimpe au 23ème rang mondial et décroche la première position au niveau africain, selon le dernier classement Futsal World Ranking reconnu par la FIFA et publié mardi.

Champions d'Afrique en titre, les hommes de Hicham Dguig se positionnent à la 23ème place du classement mondial, crédités de 1.267 points.

Au niveau africain, le Maroc s'est hissé à la première position, devant l'Égypte (24ème mondial, 1.263), tandis que la Libye est troisième avec un total de 1.095 points (41ème mondial). Au sommet de la hiérarchie mondiale, l'Espagne est en tête (1.808), talonnée par le Brésil (2ème, 1.803 pts) alors que l'Argentine complète le podium (3ème, 1.694 pts).

La sélection nationale a glané des points notamment lors de la Coupe d'Afrique des Nations dont le titre a été remporté par les Lions de l'Atlas aux dépens des Pharaons d'Égypte (5-0), lors de la 6ème édition de la compétition africaine disputée du 28 janvier au 7 février à Laâyoune.



Patrimoine

Aghmat, la mystérieuse



“ En marge de l'exposition temporaire «Aghmat, passé rayonnant d'une cité marocaine», organisée par le Musée de Bank Al-Maghrib à Rabat du 5 mars au 31 décembre 2020, une conférence sera organisée le 12 novembre courant à partir de 17h00 et sera diffusée en direct sur la page Facebook du Musée de Bank Al-Maghrib afin de permettre au grand public d'y assister à distance eu égard aux restrictions et mesures imposées par la crise sanitaire du Covid 19. ”

La conférence, qui sera modérée par Youssef Khiara, Directeur du Patrimoine au Ministère de la Culture, est une invitation à découvrir, la cité d'Aghmat, une ancienne capitale politique, grande métropole commerciale prospère durant tout le Moyen Âge et grand atelier monétaire depuis les Idrissides jusqu'aux Almoravides, qui a perdu depuis son prestige d'antan pour être réduite à une simple bourgade rurale aux pieds du Haut Atlas.

L'époque médiévale, encore peu documentée au Maroc, surtout le domaine de l'archéologie urbaine, trouve à Aghmat une source unique et précieuse de connaissance, d'où l'importance de la protection et la conservation de ses multiples vestiges pour transmettre cet héritage aux générations futures.

À travers cette exposition temporaire inédite, le Musée de Bank Al-Maghrib a œuvre pour qu'un nouveau regard soit porté sur la ville d'Aghmat, son architecture, ses productions artisanales et la vie quotidienne de ses occupants à travers les âges. Ainsi, cartes, film documentaire, plans, objets ou fragments de céramique ou en verre, manuscrits se croisent au sein de cette exposition qui permettra de repositionner Aghmat dans l'histoire médiévale du Maroc et celle de

l'Occident musulman et de présenter quelques-unes des composantes patrimoniales d'un site archéologique en phase de découverte.

La conférence, intitulée : « Aghmat, la découverte et la mise en valeur d'une capitale marocaine » sera animée par Abdallah Fili, Ahmed Saleh Ettahiri et Mohamed Belatik, les trois commissaires de l'exposition qui présenteront au public le résultat de plus de 15 ans de fouilles archéologiques et qui nous feront découvrir les

vestiges archéologiques de la cité millénaire d'Aghmat. Lors de cette conférence, Abdallah Fili expliquera tout le travail réalisé et le chemin qui reste à accomplir pour découvrir d'avantage les secrets que renferme cette réserve archéologique exceptionnelle et les actions mises en œuvre pour doter ce site dans un avenir proche de structures pérennes afin qu'il devienne un lieu de transmission et de formation en archéologie médiévale.

Ahmed Saleh Ettahiri abordera les trouvailles monétaires révélées par la cité d'Aghmat et nous dévoilera le rôle économique et surtout financier que la cité d'Aghmat a joué en tant qu'atelier de frappe monétaire très dynamique à l'échelle du Maghreb et de l'Occident musulman.

Mohamed Belatik mettra en valeur l'engagement préalable de la mission archéologique à protéger le site et ses vestiges. Il relatera les différentes opérations de protection et de conservation menées sur le site depuis la reprise des recherches en 2005.

Amine Lakhli, lauréat de l'École d'Architecture de Marrakech présentera quant à lui le projet de réhabilitation du site archéologique sur lequel il a travaillé, et dont l'objectif est la promotion de ce site exceptionnel auprès du grand public, le partage de son passé méconnu et surtout sa transformation en levier de développement humain et économique de toute la région.

« La lecture, acte de résistance »

Le livre, une arme de construction massive

“ C'est parti ! Le bal de l'opération « La lecture, acte de résistance » a été donné, lundi 9 novembre, à la Librairie Kalila Wa Dimna à Rabat, en présence de Abdelilah Afifi, secrétaire général du ministère de la Culture, Khalil Hachimi Idrissi, directeur général de la MAP, Abdelkader Retnani, président de l'Union Professionnelle des Éditeurs du Maroc et Amine Bencheqri, directeur général de Sochepress. ”

■ Mohamed Nait Youssef

En effet, cet événement livresque phare de la rentrée visant la promotion de la lecture et du livre s'étalera sur les 12 régions du pays, avec notamment la participation de 17 éditeurs et une trentaine de librairies. Ainsi, le lancement de cette opération coïncide avec la commémoration du 45ème anniversaire de la Marche Verte. Une date historique gravée les mémoires des marocains! «En 1975, le Maroc a vécu un événement devenu légendaire ; la Marche Verte. Plus de 350 000 volontaires ont répondu présents et ont convergé, dans une longue marche pacifique, des quatre coins du Royaume vers Tarfaya puis à Laâyoune. 45 ans plus tard, en cette période de crise pandémique, c'est à une autre forme de résistance et de marche que des professionnels du livre appellent. Celle de la Résistance par la lecture ! », précise l'Union Professionnelle des Éditeurs du Maroc. Incontestablement, la pandémie de la covid-19 a impacté profondément l'industrie du livre, et a mis à genoux toute la chaîne. Cette initiative a pour objectifs la relance de ce secteur culturel vital



et l'ouvrir sur un public assez large. «Partant du constat que les derniers mois ont été difficiles pour l'ensemble des secteurs d'activité, dans le domaine culturel comme d'autres, nous sommes convaincus qu'il ne faut en aucun cas baisser les bras mais plutôt essayer d'insuffler un élan vertueux, en misant sur la participation collective », souligne l'UPEM. Et d'ajouter : « L'initiative "La lecture, acte de résistance "



regroupe plusieurs acteurs de la chaîne du livre, des éditeurs aux lecteurs, en passant par les auteurs et les libraires, maillons incontournables. Leur objectif est le même : promouvoir la lecture auprès du plus grand nombre de Marocaines et de Marocains, dans toutes les régions du pays, et les intégrer, dans un mouvement solidaire et fraternel, dans notre lutte pour sauver le livre». En outre, le livre et les éditeurs partent à la rencontre des lecteurs et lectrices dans les quatre coins du Maroc. Dans ce cadre, plusieurs maisons d'édition marocaines n'ont pas manqué le rendez-vous dont Afrique Orient, Bouregreg, Centre culturel arabe, Centre culturel du livre, Éditions Afaq, Nouiga Éditions, Malika Éditions, Marsam

Éditions, La Croisée des Chemins, Le Fennec, Onze, Sarrazines, Sirocco, Somagram, Slaiki Frères, Virgule Éditions, Yanbow Al Kitab. «Cet événement s'étalera sur 45 jours dans les 12 régions. Pour ce faire, nous avons une trentaine de librairies partenaires ainsi que 17 éditeurs. Lors de cette manifestation, nous présenterons toute la production de 2020. Certes, la production est faible par rapport à l'année dernière, mais nous sommes solidaires. Je pense que cette opération d'envergure aura des fruits bénéfiques sur le livre et les écrivains parce qu'on a aussi le soutien du ministère de la Culture et celui de plusieurs associations et d'éditeurs des autres pays étrangers », affirme Abdelkader Retnani, président de l'UPEM.